RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2014

DALET S.A.
Société Anonyme au capital de 7.187.360 €
Siège social : 16, rue Rivay – 92300 Levallois-Perret

378 017 016 RCS Nanterre

Sommaire

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2014 5
1. BILAN 5
2. COMPTE DE RESULTAT 6
3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 7
3.1. NATURE ET DESCRIPTION DE L'ACTIVITE 7
3.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 7
3.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 7
3.4. REGLES ET METHODES COMPTABLES 7
NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES 11
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES 12
NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES 12
NOTE 4 : STOCKS 14
NOTE 5 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES 15
NOTE 6 : AUTRES CREANCES 16
NOTE 7 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT 16
NOTE 8 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 17
NOTE 9 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 20
NOTE 10 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES 20
NOTE 11 : DETTES FISCALES ET SOCIALES 21
NOTE 12 : AUTRES DETTES 21
NOTE 13 : CHIFFRE D'AFFAIRES 21
NOTE 14 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION 22
NOTE 15 : ACHATS ET VARIATION DE STOCKS 23
NOTE 16 : AUTRES CHARGES EXTERNES 23
NOTE 17 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS 24
NOTE 18 : RESULTAT FINANCIER 25
NOTE 19 : RESULTAT EXCEPTIONNEL 26
NOTE 20 : IMPOT SUR LES SOCIETES 26
NOTE 21 : AUTRES INFORMATIONS 27
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 32
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014 34
1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2014 34
2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014 35
3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014 36
4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014 37
5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE 38
6. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES 39
6.1. NOTES PRELIMINAIRES 39
6.1.1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE 39
6.1.2. DECLARATION DE CONFORMITE AUX IFRS 39
6.2. AUTRES NOTES 40
6.2.1. PRINCIPES COMPTABLES 40
6.2.2. FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 45
6.3. NOTES SUR LE BILAN 47
NOTE 1 : GOODWILL 47
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES 48
NOTE 3 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES 49
NOTE 4 : ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME 50
NOTE 5 : DISPONIBILITES BLOQUEES A LONG TERME 50
NOTE 6 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS 50
NOTE 7 : CLIENTS 50
NOTE 8 : AUTRES DEBITEURS 51

NOTE 9 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE 51
NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES 51
NOTE 11 : DETTES FINANCIERES A LONG TERME 53
NOTE 12 : PROVISIONS A LONG TERME 54
NOTE 13 : PROVISIONS A COURT TERME 55
NOTE 14 : DETTES FINANCIERES A COURT TERME 56
NOTE 15 : DETTES FISCALES ET SOCIALES 56
NOTE 16 : AUTRES CREDITEURS 56
6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 57
NOTE 17 : CHIFFRE D'AFFAIRES 57
NOTE 18 : ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES 58
NOTE 19 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS 58
NOTE 20 : DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES 59
NOTE 21 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES 59
NOTE 22 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT 60
NOTE 23 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS 60
NOTE 24 : IMPOT SUR LES RESULTATS 60
NOTE 25 : DEFICITS FISCAUX 61
6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 62
NOTE 26 : INFORMATION SECTORIELLE 62
NOTE 27 : INSTRUMENTS FINANCIERS 63
NOTE 28 : GESTION DES RISQUES FINANCIERS LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS 64
NOTE 29 : EFFECTIFS 65
NOTE 30 : ENGAGEMENTS HORS BILAN 66
NOTE 31 : RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES 66
NOTE 32 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 68
NOTE 33 : COMPTE DE RESULTAT PRO FORMA 68
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES 70
RAPPORT DE GESTION 72
1. RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE 73
2. RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE 84
3. PROPOSITION DE RENOUVELEMENT OU D'AUTORISATION DE DELEGATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION 97
ANNEXE 1 : TABLEAU DES 5 DERNIERS EXERCICES 98
ANNEXE 2 : TABLEAU RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS D'EMISSION DE TITRE DE CAPITAL ET DE CREANCE EN COURS DE VALIDITE ET NIVEAU DE LEUR UTILISATION. 99
ANNEXE 3 TABLEAU RELATIF A LA PUBLICITE DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 103
ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION : 104
RAPPORT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL 104
RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES CONSOLIDEES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION 117

Déclaration du Président

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l’évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu’une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

David LASRY
Président directeur général

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2014

1. Bilan

au 31 décembre 2014
(montants en euros)

	Notes	31-déc.-14	31-déc.-13
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	1	9 525 165	9 404 991
Immobilisations corporelles	2	113 599	132 763
Immobilisations financières	3	14 715 657	7 471 930
Total de l'actif immobilisé		**24 354 421**	**17 009 684**
Stocks et en cours	4	101 121	46 919
Clients et comptes rattachés	5	8 110 053	10 242 905
Autres créances	6	792 707	1 158 832
Valeurs mobilières de placement	7	192 112	512 066
Disponibilités		2 484 284	3 001 922
Total de l'actif circulant		**11 680 277**	**14 962 644**
Charges constatées d'avance	21	306 946	430 714
Ecarts de conversion actif	21	84 113	56 699
Total de l'actif		**36 425 757**	**32 459 741**
PASSIF			
Capital		7 187 360	7 187 360
Primes d'émission et de fusion		9 619 577	9 399 577
Réserves		383 846	583 789
Report à nouveau		1 298 655	917 579
Résultat de l'exercice		656 013	401 133
Total des capitaux propres	**8**	**19 145 451**	**18 489 438**
Provisions pour risques et charges	**9**	**482 013**	**703 219**
Emprunts et dettes financières	10	4 663 223	1 378 573
Fournisseurs et comptes rattachés		7 179 085	5 773 532
Dettes fiscales et sociales	11	1 209 393	1 430 086
Autres dettes	12	457 184	290 243
Total des dettes		**13 508 885**	**8 872 434**
Produits constatés d'avance	21	3 099 470	4 296 531
Ecarts de conversion passif	21	189 938	98 119
Total du passif		**36 425 757**	**32 459 741**

2. Compte de résultat

pour l'exercice clos le 31 décembre 2014
(montants en euros)

	Notes	2014	2013
Chiffre d'affaires	13	25 615 095	24 595 646
Autres produits d'exploitation	14	2 489 048	2 520 740
Produits d'exploitation		**28 104 143**	**27 116 386**
Achats et variation de stocks	15	2 154 630	2 119 636
Autres charges externes	16	18 876 683	16 476 720
Impôts et taxes		393 910	317 631
Charges de personnel		4 709 320	5 630 203
Dotations aux amortissements	17	2 125 384	1 853 213
Dotations aux provisions		383 428	788 411
Autres charges		109 698	29 294
Charges d'exploitation		**28 753 053**	**27 215 108**
Résultat d'exploitation		**-648 910**	**-98 722**
Produits financiers		1 016 282	437 166
Charges financières		408 112	469 645
Résultat financier	**18**	**608 170**	**-32 479**
Résultat courant avant impôts		**-40 740**	**-131 201**
Résultat exceptionnel	**19**	**109 838**	**-95 224**
Impôts sur les bénéfices	20	-586 915	-627 558
Résultat net		**656 013**	**401 133**

3. Annexe aux comptes sociaux

3.1. Nature et description de l'activité

Dalet propose une gamme complète de solutions de numérisation dans le domaine des médias.

3.2. Faits caractéristiques de l'exercice

En date du 6 avril 2014, un accord définitif a été signé portant sur l'acquisition de 100 % du capital de la société AmberFin Ltd, une société privée située en Angleterre spécialisée dans les solutions d'acquisition vidéo, de transcodage et de contrôle qualité.
La plateforme iCR (intelligent Content Re-Purposing) développée par AmberFin permet aux acteurs du marché de gérer des images de grande résolution, fidèles à la source, avec un format de fichier en adéquation avec la plateforme de destination.
A la date d'acquisition, AmberFin employait 35 personnes dont 25 basées en Angleterre.
Le chiffre d' affaires de l'exercice 2014 – exercice du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 - était de 4 millions de GBP.

3.3. Evénements postérieurs à la clôture

Néant

3.4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité du règlement ANC N° 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

donnant une image fidèle du patrimoine de la société.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

- Logiciels acquis

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).
Ils sont amortis selon le mode linéaire :

- 12 mois si la valeur unitaire est inférieure à 1.500 euros,
- 3 ans si la valeur unitaire est supérieure à 1.500 euros.

- Fonds de commerce

Les fonds de commerce ne sont pas amortis.

Un test de valeur est pratiqué une fois par an, entraînant la comptabilisation d'une provision si la valeur d'évaluation devient inférieure à la valeur inscrite à l'actif du bilan.

- Logiciels créés à usage commercial
  Les frais de recherche et développement engagés par la Société sont activés dans le respect des critères définis par les règlements 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et 2004-6 relatif à la définition des actifs.

  Les frais de développement sont activés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

  - le projet est clairement identifié et suivi de façon individualisée et fiable ;
  - le projet a de sérieuses chances de réussite technique ;
  - le projet a de sérieuses chances de rentabilité commerciale pour les logiciels destinés à être loués, vendus ou commercialisés ;
  - la société manifeste son intention de produire, de commercialiser ou d'utiliser en interne les logiciels concernés ;
  - les frais faisant l'objet d'activation sont ceux directs, internes et externes, engagés durant les phases d'analyse organique, de programmation, de tests, et pour le développement de ces logiciels.

  Les amortissements sont calculés, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue, soit dans la pratique de 24 à 36 mois.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).
Les frais d'entretien et de réparations sont constatés en charge dans l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 ans,
- Mobilier de bureau : linéaire sur 5 ans,
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence. La valeur d'inventaire des titres tient compte notamment du montant des capitaux propres, de la rentabilité à long terme et d'éléments stratégiques.. De plus, il est comptabilisé une provision sur les créances à hauteur de la situation nette négative. Si cette dernière est supérieure aux créances inscrites à l'actif du bilan, une provision complémentaire est comptabilisée en provision pour risque.

Les avances consenties aux filiales en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions ; il est tenu compte des écarts de conversion résultant de la conversion des soldes au cours de clôture.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés.

- **Stocks**

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés en tenant compte de l'ancienneté des références.

- **Clients et comptes rattachés**

La société commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Elle évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.
Les risques de recouvrement clients sont appréciés d'une part en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

- **Ecart de conversion**

Les écarts de conversion qui figurent au bilan correspondent à la différence entre les créances et les dettes converties au cours des devises mensuelles et le cours des devises à la clôture de l'exercice.

- **Actions propres**

Les actions propres sont détenues dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites accordées par le conseil d'administration.

- **Provisions pour risques**

Des provisions pour risques sont constatées pour couvrir des risques, nettement précisés quant à leur objet, que des évènements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.
Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des

produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.
Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

- **Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

- **Engagements en matière de retraite**

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.
La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.
Les montants des paiements futurs sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.
L'engagement dû à ce titre n'est pas comptabilisé en provisions pour risques et charges, mais figure dans les engagements hors bilan.

- **Instruments financiers**

La Société et ses filiales peuvent avoir recours à des instruments financiers comme des couvertures de change ou des achats d'options pour couvrir des risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt ou de change.

NOTE 1 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14				31-déc.-13
	Valeurs brutes	Amortissements	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels	558 560	490 845		67 715	59 436
Logiciels créés à usage commercial	20 263 950	16 755 238		3 508 712	2 022 351
Logiciels en cours de réalisation	448 738			448 738	1 823 204
Fonds de commerce	5 599 092		99 092	5 500 000	5 500 000
Total	**26 870 340**	**17 246 083**	**99 092**	**9 525 165**	**9 404 991**

L'évolution des immobilisations incorporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31-déc.-14
Logiciels	707 694	40 567	189 701	0	558 560
Logiciels créés à usage commercial	16 750 514	1 690 232		1 823 204	20 263 950
Logiciels en cours de réalisation	1 823 204	448 738		-1 823 204	448 738
Fonds de commerce	5 599 092				5 599 092
Total	**24 880 504**	**2 179 537**	**189 701**	**0**	**26 870 340**
Amortissements	15 376 421	2 059 363	189 701		17 246 083
Provisions	99 092				99 092
Valeurs nettes	**9 404 991**		**0**	**0**	**9 525 165**

Le fonds de commerce de 5.599.092 euros correspond :

- à une acquisition de 1998 pour une activité dans le domaine des logiciels audionumériques dénommée Numisys pour 99.092 euros. Le test de valeur pratiqué sur cet actif incorporel a révélé une valeur nulle en raison de l'arrêt définitif des activités. A ce titre, une provision pour dépréciation de 99.082 euros a été comptabilisée en 2005.
- à l'évaluation de l'activité de DDMS France suite à la fusion-absorption de 2003 pour 5.500.000 euros.

Le test de valeur effectué au 31 décembre 2014 sur la base des hypothèses retenues au moment de la fusion a montré une valeur supérieure à celle inscrite au bilan, ne justifiant donc pas la dotation d'une provision.

NOTE 2 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14			31-déc.-13
	Valeurs brutes	**Amortissements**	**Valeurs nettes**	**Valeurs nettes**
Installations générales, agenc. et aménagements divers	88 579	48 395	40 184	49 239
Matériel de transport	65 479	61 024	4 455	17 134
Matériel de bureau et informatique, mobilier	408 725	339 765	68 960	66 390
Total	**562 783**	**449 184**	**113 599**	**132 763**

L'évolution des immobilisations corporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	31-déc.-14
Installations générales, agenc. et aménagements divers	85 074	3 505	0	88 579
Matériel de transport	78 108	6 530	19 159	65 479
Matériel de bureau et informatique, mobilier	662 089	121 785	375 149	408 725
Total	**825 271**	**131 820**	**394 308**	**562 783**
Amortissements	692 508	66 021	309 345	449 184
Valeurs nettes	**132 763**	**65 799**	**84 963**	**113 599**

NOTE 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14			31-déc.-13
	Valeurs brutes	**Provisions**	**Valeurs nettes**	**Valeurs nettes**
Titres de participation	16 202 887	3 746 305	12 456 582	7 222 705
Créances rattachées aux participations	2 267 872	263 234	2 004 638	150 763
Prêts et autres immobilisations financières	254 437		254 437	98 462
Total	**18 725 196**	**4 009 539**	**14 715 657**	**7 471 930**

L'évolution des immobilisations financières et des provisions s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	31-déc.-14
Titres de participation	11 554 254	4 648 633	0	16 202 887
Créances rattachées aux participations	447 086	1 972 902	152 116	2 267 872
Prêts et autres immobilisations financières	98 462	185 859	29 884	254 437
Total	**12 099 802**	**6 807 394**	**182 000**	**18 725 196**
Provisions	4 627 872	51 281	669 614	4 009 539
Valeurs nettes	**7 471 930**			**14 715 657**

L'augmentation des titres de participation correspond à l'acquisition de la société anglaise AmberFin en date du 6 avril 2014.

Le détail des filiales et des participations est le suivant à la date du 31 décembre 2014 :

Filiale	Capital	Capitaux propres autres que le capital	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos	Résultat	Observations
				Brute	Nette	Brute	Nette				devises
(en milliers)	(en devises)	(en devises)		(KE)	(KE)	(KE)	(KE)		(KE)	(KE)	1 € =
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(3.990) KUSD	100.00%	5 768	5 768	-	-	-	12 735	158	1.3285007 USD
Dalet Limited	5 KGBP	110 KGBP	100.00%	8	8	-	-	-	648	15	0.8061203 GBP
AmberFin Ltd	3.849 KGBP	(4.615) KGBP	100.00%	4 649	4 649	1 844	1 844	-	2 897	-562	0.8061203 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	111 KE	99.98%	60	60	-	-	-	301	11	
Gefen	50 KILS	13.941 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	9 819	405	4.7448501 ILS
Dalet GmbH	25 KE	(47) KE	100.00%	3 604	-	-	-	-	449	36	
Dalet Australia Pty Ltd	-	362 KAUD	100.00%	-	-	-	-	-	631	31	1.4718776 AUD
Dalet Systems Asia Pte	200 KSGD	(678) KSGD	100.00%	114	-	374	133	-	1 028	55	1.6823713 SGD
Dalet Italia S.R.L	102 KE	748 KE	100.00%	1 962	1 962	-	-	-	5 345	-64	
Dalet Media Systems LLC	1.200 RUB	(1.288) KRUB	100.00%	28	-	50	28	-	336	-30	50.951836 RUB
TOTAL				**16 203**	**12 457**	**2 268**	**2 005**			**55**	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Aucun dividende n'a été perçu par Dalet S.A. de la part de ses filiales.

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Titres de participation	16 202 887	11 554 254
Créances rattachées aux participations	2 267 872	447 086
Total immobilisations	**18 470 759**	**12 001 340**
Créances clients et comptes rattachés	**2 347 091**	**2 703 543**
Dettes financières	**509 750**	**228 139**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**5 189 367**	**3 698 081**
Total	**15 118 733**	**10 778 663**
Produits de participation	**4 396**	**0**
Charges d'intérêt liées aux participations	**0**	**0**

NOTE 4 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	31-déc.-14
Cartes audionumériques et autres matériels informatiques	48 695	61 895	0	110 590
Total	**48 695**	**61 895**	**0**	**110 590**
Provisions	1 776	7 693	0	9 469
Valeurs nettes	**46 919**			**101 121**

NOTE 5 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste clients est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	31-déc.-14
Créances clients	**10 482 314**	**-2 209 139**	**0**	**8 273 175**
Provisions	239 409	134 032	210 319	163 122
Valeurs nettes	**10 242 905**			**8 110 053**
Créances à 1 an au plus	10 110 819			7 907 204
Créances à plus d'un an	371 495			365 971

La répartition entre créances clients hors groupe et groupe est la suivante :

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	31-déc.-14
Créances clients - hors groupe	**7 778 771**		**1 852 687**	**5 926 084**
Provisions	239 409	134 032	210 319	163 122
Valeurs nettes	**7 539 362**			**5 762 962**
Créances à 1 an au plus	7 481 349			5 634 186
Créances à plus d'un an	297 422			291 898

Le chiffre d'affaires hors groupe a augmenté globalement de 10 % :
chiffre d'affaires 2013 hors groupe : 18.204.636 euros
chiffre d'affaires 2014 hors groupe : 20.146.005 euros

Le poids du chiffre d'affaires du 4ème est plus faible en 2014 : 28% contre 42% en 2013.

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	31-déc.-14
Créances clients - groupe	**2 703 543**		**356 452**	**2 347 091**
Provisions	0			0
Valeurs nettes	**2 703 543**			**2 347 091**
Créances à 1 an au plus	2 629 470			2 273 018
Créances à plus d'un an	74 073			74 073

Le chiffre d'affaires groupe a diminué globalement de 14 % :
chiffre d'affaires 2013 groupe : 6.391.010 euros
chiffre d'affaires 2014 groupe : 5.469.090 euros

NOTE 6 : Autres créances

Elles s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14	31-déc.-13	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs - avance	4 036	4 036	0	4 036
Personnel et comptes rattachés	38 124	54 242	3 500	34 624
Organismes sociaux	21 332	3 901	21 332	
Affacturage - créances	0	281 664	0	
Crédit d'impôt recherche	587 535	623 087	587 535	
Autres crédits d'impôt	16 882	12 061	16 882	
Taxe sur la valeur ajoutée	99 208	178 885	99 208	
Débiteurs divers	25 590	956	25 590	
Autres créances	**792 707**	**1 158 832**	**754 047**	**38 660**
Provisions	0	0		
Valeurs nettes	**792 707**	**1 158 832**		

Créances à 1 an au plus	754 047	1 115 172
Créances à plus d'un an	38 660	43 660

NOTE 7 : Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées intégralement d'actions propres.

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	31-déc.-14
Actions propres	512 066	224 501	544 455	192 112
Sicav court terme	0			0
Total	**512 066**	**224 501**	**544 455**	**192 112**

Les actions propres qui étaient détenues au 31 décembre 2013 ont été remises à des dirigeants et à des salariés conformément à la décision du président en date du 23 mai 2014, dans le cadre d'un plan d'attribution d'actions gratuites décidé par le conseil d'administration du 22 mai 2012.

Les 30.048 actions propres détenues au 31 décembre 2014 ont été achetées dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites en faveur de dirigeants et de salariés du groupe décidée par le même conseil d'administration du 22 mai 2012. Ces actions concernent les bénéficiaires résidents aux USA qui sont soumis à une nouvelle période d'attribution de deux années supplémentaires. Elles sont valorisées à leur coût d'achat. Leur valeur comptable reste égale à leur coût d'entrée jusqu'à leur livraison aux bénéficiaires.

NOTE 8 : Variation des capitaux propres

(montants en euros)	31-déc.-13	Affectation du résultat	Résultat 2014	Autres	31-déc.-14
Capital	7 187 360				7 187 360
Prime d'émission	3 817 059			220 000	4 037 059
Prime de fusion	3 241 032				3 241 032
Prime d'apport	2 336 088				2 336 088
Bons de souscription d'actions	5 398				5 398
Réserve légale	267 535	20 057			287 592
Réserves indisponibles	288 000			-220 000	68 000
Autres réserves	28 254				28 254
Report à nouveau	917 579	381 076			1 298 655
Résultat de l'exercice	401 133	-401 133	656 013		656 013
Total	**18 489 438**	**0**	**656 013**	**0**	**19 145 451**

Les réserves indisponibles de 68.000 euros correspondent à 34.000 actions gratuites à émettre décidées par le conseil d'administration du 22 mai 2012. Le président a décidé en date du 23 mai 2014 une nouvelle période d'attribution de deux années supplémentaires pour les bénéficiaires résidents aux USA.

- **Composition du capital**

Au 31 décembre 2014, le capital de Dalet SA est représenté par 3.593.680 actions d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.187.360 euros.

Les actions composant le capital se répartissent ainsi selon leur nature :

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		en début d'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	en fin d'exercice
titres à vote simple	2.0	2 453 857	47 351		2 501 208
titres à vote double	2.0	1 035 414	27 010		1 062 424
titres auto détenus	2.0	104 409	-74 361		30 048
Total		**3 593 680**	**0**	**0**	**3 593 680**

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Il n'existe pas de plan d'attribution de Stock-Options en cours de validité.

- **Attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 28 juin 2011 :

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 22 mai 2012

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 28 juin 2011, le Conseil d'administration en date du 22 mai 2012 a décidé les attributions d'actions gratuites suivantes :

- au profit des dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 55.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.
- au profit des salariés non dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 89.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2014
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2010	64 000	3,90	249 600	2012	63 358
26 avril 2011	24 juin 2010	58 000	4,41	255 780	2013	57.572
22 mai 2012	26 juin 2011	144.000	3,64	524 160	2014	110.000

Plus particulièrement concernant les administrateurs, trois plans d'attribution gratuite d'action sont en cours :

Date du conseil d'administration (attribution)	**Nombre total d'actions attribuées**	***actions attribuées avec clause de performance***	***actions attribuées ou pour lesquelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2014***
31 aout 2010	64 000	*64 000*	*63 358*
26 avril 2011	58 000	*26 000*	*57 572*
22 mai 2012	55 000	*44 000*	*44 000*

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2014, la société détient 30.048 actions propres.

Nombre de titres composant le capital au 1er janvier 2014 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2014	104 409
Titres achetés dans l'exercice :	35 639
Titres vendus dans l'exercice :	néant
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	110 000
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2014 :	30 048
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2014 :	3 593 680

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

(montants en euros)	31-déc.-13	Dotations	Reprises		31-déc.-14
			provision utilisée	provision non utilisée	
Provision pour perte de change	56 699	84 113	56 699		84 113
Provision pour prestations à fournir		60 000			60 000
Provision pour pénalités clients		125 000			125 000
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	646 520	56 703	490 323	0	212 900
Total	**703 219**	**325 816**	**547 022**	**0**	**482 013**

Impact des dotations et reprises sur le :		
Résultat d'exploitation	241 703	490 323
Résultat financier	84 113	56 699
Résultat exceptionnel	0	0

L'ensemble des écarts de conversion – actif sont provisionnés.

La provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés au 31 décembre 2014 concerne le plan accordé par le conseil d'administration du 22 mai 2012. Des actions ont été achetées en 2014 pour 192 112 euros, elles représentent 88 % du plan. La dotation et la reprise sont présentées en charges de personnel par l'intermédiaire du compte transfert de charge.

NOTE 10 : Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières sont les suivants :

(montants en euros)	31-déc.-13	Augmentations	Diminutions	31-déc.-14
Concours bancaires	3 757	395		4 152
Emprunts bancaires	1 143 311	3 400 000	417 703	4 125 608
Emprunt - intérêts courus	3 366	20 347		23 713
Filiale Dalet GmbH (Allemagne)		175 537		175 537
Filiale Dalet Australia Pty Ltd	228 139	106 074		334 213
Total	**1 378 573**	**3 702 353**	**417 703**	**4 663 223**

Dettes à 1 an au plus	283 159	1 166 437
Dettes à plus d'un an	1 095 414	3 496 786

NOTE 11 : Dettes fiscales et sociales

Le détail des dettes fiscales et sociales est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Personnel et comptes rattachés	575 968	745 445
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	469 273	521 460
Taxe sur la valeur ajoutée	22 926	14 412
Autres impôts taxes	141 226	148 769
Total	**1 209 393**	**1 430 086**

Dettes à 1 an au plus	1 209 393	1 430 086
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 12 : Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Dettes sur immobilisations	256 773	0
Avances et acomptes reçus sur commandes	200 411	287 342
Créditeurs divers	0	2 901
Total	**457 184**	**290 243**

Dettes à 1 an au plus	457 184	290 243
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 13 : Chiffre d'affaires

	CA 2014 par nature			CA 2013
(montants en euros)	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Ventes de licences	7 116 104	3 042 294	10 158 398	6 719 247
Prestations de services	9 819 407	2 103 383	11 922 790	7 665 983
Ventes de matériel	2 719 900	15 807	2 735 707	3 491 378
Refacturation de frais généraux	490 594	307 606	798 200	328 028
Total	**20 146 005**	**5 469 090**	**25 615 095**	**18 204 636**

(montants en euros)	CA 2014 par secteur géographique			CA 2013
	Hors groupe	**Groupe**	**Total**	**Hors groupe**
Europe	14 783 767	638 889	15 422 656	13 816 108
Amériques	199 215	4 387 029	4 586 244	201 899
Afrique / Moyen-Orient	2 148 491	267 372	2 415 863	1 589 674
Asie / Océanie	3 014 532	175 800	3 190 332	2 596 955
Total	**20 146 005**	**5 469 090**	**25 615 095**	**18 204 636**

Le chiffre d'affaires total en 2013 était de 24.595.646 euros, il a progressé de 4 %.

Le chiffre d'affaires hors groupe a augmenté globalement de 10,7 %, les ventes de licences ont progressé de 6 %, celles de prestation de services de 28 %, par contre les ventes de matériel ont chuté de 22 %.

La zone Europe a progressé de 7 % et représente 73 % du chiffre d'affaires total hors groupe 2014. La zone Afrique / Moyen-Orient a augmenté de 35 % et représente 9 % du chiffre d'affaires total hors groupe 2014.

Le chiffre d'affaires groupe en 2013 était de 6.391.010 euros, il a chuté de 14,4 %. Cette diminution se retrouve principalement sur la vente de licences et prestations de services. La zone Amériques a diminué de 15% et représente 80 % du chiffre d'affaires groupe 2014.

NOTE 14 : Autres produits d'exploitation

Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

(montants en euros)	**2014**	**2013**
Production immobilisée	2 138 970	1 786 977
Subventions d'exploitation	2 084	1 000
Reprises sur provisions	700 642	289 218
Autres produits d'exploitation	1 196	50
Transferts de charges d'exploitation	-353 844	443 495
Total	**2 489 048**	**2 520 740**

La production immobilisée correspond à la valeur brute des frais de développement de logiciels comptabilisée en immobilisation incorporelle.

Les reprises sur provisions comprennent principalement des reprises de provisions :
- pour risque et charge sur attribution d'actions gratuites pour 490.323 euros
- pour dépréciation des clients pour 210.319 euros.

Les transferts de charges de charges d'exploitation correspondent en 2014 à des charges de personnel dont une minoration de 433.620 euros pour le reclassement des dotations et reprises de provision relatives aux attributions d'actions gratuites.

NOTE 15 : Achats et variation de stocks

(montants en euros)	2014	2013
Ventes de matériel	2 735 707	3 541 052
Achats et variation de stocks	2 154 630	2 119 636
Marge	581 077	1 421 416
en pourcentage	21.2%	40.1%

Le taux de 2013 était exceptionnel grâce aux ventes de matériel liées aux logiciels Brio et Cube qui ont une plus forte marge. Le taux de marge 2014 est cohérent avec ceux des années 2012 et 2011 (24,5% et 24,3%)

NOTE 16 : Autres charges externes

L'évolution des autres charges externes est la suivante :

(montants en euros)	2014	2013
Sous-traitance	12 194 220	10 502 922
Achats non stockés	41 608	45 338
Crédit-bail	40 856	36 317
Location et charges locatives	254 086	258 342
Entretien réparation	32 541	35 645
Assurances	109 103	138 226
Personnel extérieur à l'entreprise	191 406	226 304
Honoraires	3 566 437	3 240 374
Publicité salons	392 851	326 792
Transports	52 385	54 872
Déplacement mission réception	1 705 050	1 365 593
Frais postaux et telecom	145 905	127 334
Autres charges externes	150 235	118 661
Total	**18 876 683**	**16 476 720**

Le détail du poste « Honoraires » est le suivant :

(montants en euros)	2014	2013
Commissions sur ventes	365 462	351 902
Commissions des petites filiales	2 092 323	2 269 940
Rémunération de l'affacturage	3 176	28 275
Rémunération des VIE (Volontariat International en Entreprise)	542 200	279 142
Honoraires des auditeurs	118 958	117 089
Honoraires juridiques	149 167	68 928
Honoraires sur acquisition de la filiale	163 630	0
Divers	131 521	125 098
Total	**3 566 437**	**3 240 374**

NOTE 17 : Dotations aux amortissements

(montants en euros)	2014	2013
Dotations sur immobilisations incorporelles		
Logiciels	32 288	110 230
Logiciels créés à usage commercial	2 027 075	1 669 589
	2 059 363	**1 779 819**
Dotations sur immobilisations corporelles		
Installations générales, agenc. et aménagements divers	12 560	11 941
Matériel de transport	9 325	16 481
Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 136	44 972
	66 021	**73 394**
Total des dotations aux amortissements	**2 125 384**	**1 853 213**

NOTE 18 : Résultat financier

(montants en euros)	2014	2013
Produits financiers		
Revenus sur créances rattachées aux titres de participations	4 396	0
Gains de change	285 121	218 625
Plus values sur VMP	0	3
Reprises sur provisions	726 313	218 538
Autres produits financiers	452	
	1 016 282	**437 166**
Charges financières		
Charges d'intérêts et agios	110 432	45 368
Charges d'intérêts sur affacturage	523	1 737
Pertes de change	150 273	358 052
Dotations aux provisions	135 394	56 699
Autres charges financières	11 490	7 789
	408 112	**469 645**
Résultat financier	**608 170**	**-32 479**

Le détail des postes significatifs est le suivant :

(montants en euros)	2014	2013
Titres de participation	613 971	0
Créances rattachées sur titres	55 643	77 000
Perte de change	56 699	141 538
Total des reprises	**726 313**	**218 538**
Titres de participation	28 727	0
Créances rattachées sur titres	22 554	0
Pertes de change	84 113	56 699
Total des dotations	**135 394**	**56 699**

NOTE 19 : Résultat exceptionnel

(montants en euros)	2014	2013
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	56 366	0
Produits cession des éléments d'actif	92 028	110 314
Reprises sur provisions	0	25 000
Autres produits exceptionnels	200 935	0
Transferts de charges	544 455	133 994
	893 784	**269 308**
Charges exceptionnelles		
Pénalités sur marchés	20 400	58 674
Abandon / dettes filiales	110 000	0
Charges sur exercices antérieurs	21 348	20 756
Valeur nette des immobilisations cédées	84 963	110 314
Mali sur vente d'actions propres	544 455	133 994
Litige avec le personnel	0	40 494
Autres charges exceptionnelles	2 780	300
	783 946	**364 532**
Résultat exceptionnel	**109 838**	**-95 224**

NOTE 20 : Impôt sur les sociétés

Les montants d'impôt sont pour l'essentiel le crédit d'impôt recherche.

(montants en euros)	2014	2013
Impôt sur les bénéfices	1 687	262
Crédit d'impôt recherche	-587 535	-623 087
Crédit d'impôt apprentissage	-1 067	-4 733
Total	**-586 915**	**-627 558**

La charge d'impôt sur les bénéfices est celle de l'établissement en Corée.

Le déficit reportable des exercices antérieurs s'élève à 30.169.716 euros.
Le déficit fiscal de l'exercice se monte à 223.194 euros.
Les déficits reportables au 31 décembre 2014 s'élèvent à 30.392.910 euros.

NOTE 21 : Autres informations

1. Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration et de direction s'est élevée à 410.046 euros pour l'exercice 2014.

2. Provisions pour risques et pour dépréciation

(montants en euros)	31-déc.-13	Dotations	Reprises	31-déc.-14
Provisions pour risques et charges				
Provision pour perte de change	56 699	84 113	56 699	84 113
Provision pour prestations à fournir		60 000		60 000
Provision pour pénalités clients		125 000		125 000
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	646 520	56 703	490 323	212 900
	703 219	**325 816**	**547 022**	**482 013**
Provision pour dépréciation				
Fonds de commerce	99 092			99 092
Titres de participation	4 331 549	28 727	613 971	3 746 305
Créances rattachées aux participations	296 323	22 554	55 643	263 234
Stocks et en-cours	1 776	7 693		9 469
Comptes clients	239 409	134 032	210 319	163 122
Autres créances				
	4 968 149	**193 006**	**879 933**	**4 281 222**

Impact des dotations et reprises sur le :		
Résultat d'exploitation	383 428	700 642
Résultat financier	135 394	726 313
Résultat exceptionnel		

3. Transferts de charges

(montants en euros)	2014	2013
Avantage en nature / voiture	12 368	18 808
Avantage en nature / téléphone	3 233	3 425
Avantage en nature / retraite	7 510	
Attribution d'actions gratuites	-433 620	421 262
Remboursement Prévoyance / salarié malade	56 665	
Total (exploitation)	**-353 844**	**443 495**

Le montant négatif concernant l'attribution d'actions gratuites correspond à la reprise de provision pour 490 323 euros minoré de la dotation pour 56 703 euros.

4. Crédit-bail

(montants en euros)	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Matériel de transport	23 633	5 908	14 279	9 354	7 979	19 908
Matériel de bureau et informatique, mobilier	123 250	31 007	75 641	47 609	31 280	80 256
Total	**146 883**	**36 915**	**89 920**	**56 963**	**39 259**	**100 164**

(montants en euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	à un an au plus	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans	total		
Matériel de transport	3 990			3 990	2 377	8 320
Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 240	22 700		49 940	1	32 536
Total	**31 230**	**22 700**	**0**	**53 930**	**2 378**	**40 856**

5. Comptes de régularisation

(montants en euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Produits constatés d'avance		
Maintenance	1 816 462	1 645 379
Soft	726 677	1 396 515
Prestations de services	297 616	710 918
Ventes de matériel	250 706	458 290
Refacturation de frais généraux	8 009	85 429
	3 099 470	**4 296 531**
Charges constatées d'avance		
Sous-traitance	136 452	188 478
Crédit-bail	508	5 529
Location et charges locatives	46 447	48 275
Entretien réparation	12 046	9 158
Assurances	16 744	4 158
Honoraires	24 416	120 360
Publicité salons	27 622	25 733
Déplacement mission réception	0	6 639
Frais postaux et telecom	4 719	3 546
Autres charges externes	5 028	2 429
Taxes	0	1 771
Médecine du travail	2 925	0
Chèques restaurant	5 931	6 899
Charges financières	24 108	7 739
	306 946	**430 714**

Ecart de conversion	Actif	Provision pour perte de change	Passif
Sur créances rattachées aux participations	0	0	108 509
Sur autres créances	101	101	39 926
Sur dettes financières	0	0	39 217
Sur fournisseurs	69 165	69 165	2 286
Sur dettes sur immobilisations	14 847	14 847	
Total	**84 113**	**84 113**	**189 938**

(montants en euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Produits à recevoir		
Créances clients et comptes rattachés	3 127 383	3 985 345
Autres créances	38 321	0
	3 165 704	**3 985 345**
Charges à payer		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27 865	7 123
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 560 439	1 182 747
Dettes fiscales et sociales	901 176	1 116 573
Autres dettes	0	2 900
	3 489 480	**2 309 344**

6. Effectif moyen

Personnel salarié	2014	2013
Cadres	39	47
Employés	7	2
Total	**46**	**49**

L'effectif de 46 salariés tient compte des 4,6 salariés équivalent temps plein moyen de notre établissement en Corée, contre 0,75 en 2013.

Personnel mis à disposition de l'entreprise	2014	2013
Cadres	3.5	3.1
Employés	0.5	0.1
Total	**4.0**	**3.2**

7. Engagements hors bilan

Nature de l'opération	Montant (euros)	Echéance
1/ Engagements donnés		
Cautions bancaires obtenues sur marchés :		
- Soumission	8.004	illimitée
- Bonne exécution	31.313 20.193 12.600	illimitée 31/01/2016 31/03/2015
- Performance bonds	52 171	15/01/2015
Nantissement du fonds de commerce	2.240.000	
Indemnités de fin de carrière évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (*ou méthode du prorata des droits à terme*) Principales hypothèses utilisées : taux d'actualisation brut à 1,49 % , revalorisation des salaires : cadre 2,5%, non cadre 1,5% turn-over : moyen table de mortalité : INSEE 2014 âge de départ à la retraite : 65-67 ans (départ à taux plein)	843.378	
Droit Individuel à la Formation (2.963 heures)	27.112	
2/ Engagements reçus		
Engagements avec clause de retour à meilleure fortune au bénéfice de Dalet S.A.		
- Dalet GmbH au titre de l'abandon de créances restant sur l'exercice 2001	633.333	
- Dalet GmbH au titre des abandons transférés lors de l'acquisition	4.594.906	

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables, nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre société, examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note « immobilisations incorporelles » de l'annexe fournit une information appropriée.
- La note « Immobilisations financières » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes sociaux indique que votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable de ces titres et créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et nous nous sommes assurés que la note « Immobilisations financières » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2015

Les commissaires aux comptes

Thierry YOUNES

Deloitte & Associés

Laurent HALFON

COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2014

1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2014

Etat de la situation financière (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-14 12 mois	31-déc.-13 12 mois
Goodwill	1	6 349	1 948
Immobilisations incorporelles	2	6 104	3 916
Immobilisations corporelles	3	1 216	1 038
Actifs financiers à long terme	4	373	190
Disponibilités bloquées à long terme	5	308	307
Autres actifs non courants	6	299	390
Impôts différés actifs	24	399	365
ACTIF NON COURANT		15 048	8 154
Stocks		530	495
Clients	7	14 239	14 162
Autres débiteurs	8	1 449	1 498
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	4 940	7 425
Actifs d'impôts exigibles		911	668
ACTIF COURANT		22 069	24 248
TOTAL ACTIF		**37 117**	**32 402**
Capital		7 187	7 187
Primes		9 620	9 400
Réserves consolidées		-3 995	-4 855
Résultat Consolidé		160	1 332
Réserves de conversion		1 444	735
Capitaux propres part du Groupe		14 416	13 799
Intérêts minoritaires		7	7
CAPITAUX PROPRES	10	14 423	13 806
Dettes financières à long terme	11	4 056	1 551
Provisions à long terme	12	878	540
Impôts différés passifs	24	828	384
Autres passifs non courants		565	563
PASSIF NON COURANT		6 327	3 038
Provision à court terme	13	185	117
Dettes financières à court terme	11&14	1 324	488
Dettes d'impôt exigible		14	14
Fournisseurs		3 528	2 922
Dettes fiscales et sociales	15	3 600	3 191
Autres créditeurs	16	7 716	8 826
PASSIF COURANT		16 367	15 558
TOTAL PASSIF		**37 117**	**32 402**

2. Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Compte de Résultat Consolidé (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-14 12 mois	31-déc.-13 12 mois
Chiffre d'affaires	17	42 112	36 721
Achats et autres charges externes	18	-19 048	-15 158
Charge de personnel		-19 757	-16 898
Impôts et taxes		-470	-401
Dotations aux amortissements	19	-2 680	-2 099
Dotations aux provisions nettes des reprises	20	66	-166
Autres produits et charges d'exploitation	21	61	-163
Résultat Opérationnel Courant		284	1 836
Perte de valeur des écarts d'acquisition			
Résultat Opérationnel		284	1 836
Produits de trésorerie		4	8
Coût de l'endettement financier brut	22	-147	-82
Coût de l'endettement financier net		-143	-74
Autres produits et charges financiers	23	144	-30
Résultat courant avant impôt		285	1 732
Impôt sur les résultats	24	-125	-399
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		160	1 333
dont part du groupe		160	1 332
dont part des minoritaires			1

Résultat net par action (en euros)	0,04 €	0,37 €
Résultat net dilué par action (en euros)	0,04 €	0,37 €
Nombre moyen d'actions	3 593 680	3 584 719
Nombre moyen d'actions dilué	3 597 632	3 624 310
Nombre d' actions ordinaires	3 593 680	3 593 680
Options de souscription d'actions	0	0
Actions gratuites	3 952	39 591

3. Etat du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers d'euros)	31-déc-14	31-déc-13
Résultat net	160	1 333
Ecart de conversion	788	-94
Couverture de flux de trésorerie	0	0
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie	0	0
Titres disponibles à la vente	0	0
Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	-210	47
Total des autres éléments du résultat global	578	-47
Résultat global	**738**	**1 286**
dont part du groupe	738	1 285
dont intérêts minoritaires	0	1

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	31-déc-14	31-déc-13
	12 mois	**12 mois**
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	160	1 333
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	2 829	2 135
+/ - Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	103	303
-/+ Autres produits et charges calculés	2	0
-/+ Plus et moins-values de cession	-17	-1
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 077	3 770
+ Coût de l'endettement financier net	143	74
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	125	399
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	3 345	4 243
- Impôts versé (B)	-141	-238
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	-2 221	506
+/- Flux de trésorerie d'exploitation liés à des activités cédées	0	-72
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	**983**	**4 439**
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 746	-2 592
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	126	119
+/- Incidence des variations de périmètre	-4 059	0
+/- Variation des prêts et avances consentis	-105	-46
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	**-6 784**	**-2 519**
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	-224	-545
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	3 540	439
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-628	-483
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-147	-82
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	25	-205
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	**2 566**	**-876**
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	343	-82
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	**-2 892**	**962**
Trésorerie à la clôture de la période		
Trésorerie et équivalents	4 529	7 425
Trésorerie à l'ouverture de la période		
Trésorerie et équivalents	7 421 (*)	6 463
Variation	-2 892	962

(*) y compris 4 milliers d'euros de découvert bancaire.

5. Variation des capitaux propres du groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Paiement fondé sur des actions	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres TOTAL
situation IFRS au 31 décembre 2012	7 130	9 341	-4 789	801	-101	374	12 756	6	12 762
Résultat 2013			**1 332**				**1 332**	**1**	**1 333**
Ecarts de conversion			*-28*	*-66*			*-94*		-94
Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres			*47*				*47*		47
Total des autres éléments du résultat global			**19**	**-66**			**-47**		**-47**
Résultat global							**1 285**	**1**	**1 286**
Augmentation de capital	57		-57						
IFRS 2 - attribution d'actions gratuites		59	197			47	303		303
Titres auto-contrôle					-411		-411		-411
Résultat / titres auto-contrôle			-134				-134		-134
situation IFRS au 31 décembre 2013	7 187	9 400	-3 432	735	-512	421	13 799	7	13 806
Résultat 2014			**160**				**160**		**160**
Ecarts de conversion			*79*	*709*			*788*		788
Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres			*-210*				*-210*		-210
Total des autres éléments du résultat global			**-131**	**709**			**578**		**578**
Résultat global							**738**		**738**
Augmentation de capital									
IFRS 2 - attribution d'actions gratuites		220	180			-297	103		103
Titres auto-contrôle					320		320		320
Résultat / titres auto-contrôle			-544				-544		-544
situation IFRS au 31 décembre 2014	7 187	9 620	-3 767	1 444	-192	124	14 416	7	14 423

6. Notes annexes aux comptes consolidés

6.1. NOTES PRELIMINAIRES

6.1.1. Informations relatives à l'entreprise

Dalet est une société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est situé au 16 rue Rivay, 92300 Levallois-Perret. Les états financiers consolidés du groupe intègrent la société et ses filiales.
Dalet conçoit des logiciels de gestion de contenu numérique audio et vidéo, essentiellement pour des diffuseurs Radio et Télévision. Certaines applications de « media asset management » ou d'acquisition de données ont permis l'extension de l'offre à d'autres marchés, comme les tribunaux des pays autorisant les enregistrements ou les parlements.

6.1.2. Déclaration de conformité aux IFRS

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le groupe aux états financiers pour l'exercice 2013.

Les normes et amendements suivants, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, n'ont pas trouvé à s'appliquer ou ont un impact non significatif sur les comptes du groupe au 31 décembre 2014 :

- IFRS 10 Etats financiers consoliés, y compris amendements sur les entités d'investissement
- IFRS 11 Accords conjoints
- IFRS 12 Informations à fournir sur les particiapations dans d'autres entités
- Amendements IAS 27 Etats financiers individuels
- Amendements IAS 28 Participations dans des entreprises associées et dans des coentreprises
- Amendements IAS 32 Compensation des actifs et passifs financiers
- Amendements IAS 36 Information à fournir – Valeur recouvrable des actifs non financiers
- Amendement IAS 39 Novation des dérivés et maintien de la relation couverture

En revanche, le groupe n'a pas opté pour l'application anticipée des nouvelles normes et autres amendements et interprétations approuvées par l'Union européenne, à savoir :

- IFRIC 21 Droits ou taxes
- Amendements IAS 19 Contribution des membres personnel
- Annual improvements (cycle 2010 – 2012) Améliorations annuelles des normes IFRS publiées en décembres 2013

- Annual improvements (cycles 2011 – 2013) Améliorations annuelles des normes IFRS publiées en décembre 2013
- IFRS 14 Comptes de report réglementaires (activités régulées)
- Amendements à IFRS 11 Acquisition d'une participation dans une JO
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 Clarification sur les modes d'amortissment acceptables
- Annual improvements (cycle 2012 – 2014) Améliorations annuelles des normes IFRS publiées en septembre 2014

6.2. AUTRES NOTES

6.2.1. Principes comptables

Règles de consolidation et périmètre

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Dalet exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.
Le contrôle est présumé exister lorsque Dalet détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.
Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation de l'exercice sont les suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia S.R.L.	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie
AmberFin Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Royaume-Uni

- Date d’arrêté des comptes

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

- Conversion des états financiers en devises

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du groupe est la monnaie de l’environnement économique dans lequel l’entité opère.
Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l’exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "réserves de conversion" des capitaux propres consolidés.
Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

- Opérations en devises

Les opérations en monnaie étrangère sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat à l'exception des éléments qui en substance font partie de l'investissement net dans les filiales étrangères qui sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Bases de préparation :

Les états financiers sont présentés en milliers d’euros.
Ils sont préparés sur la base du coût historique à l’exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et les groupes d’actifs destinés à être cédés et classés en actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l’exercice du jugement, d’effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l’application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l’expérience passée et d’autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l’exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d’actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d’autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Principes de présentation

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l’exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.
Par ailleurs, dans un souci de clarté de lecture de ses comptes et en conformité avec les recommandations du Conseil National de la Comptabilité (CNC R-2004-02) et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le groupe a fait le choix d'isoler les éléments non récurrents significatifs au sein de son « Résultat opérationnel » et matérialisera à ce titre le « Résultat opérationnel courant » et les « Autres produits et charges opérationnels ». Ces derniers ne comprennent que des éléments en nombre limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, généralement repris dans la communication financière.

Règles et méthodes d'évaluation

- Goodwill

L'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part revenant au groupe dans les actifs et les passifs identifiés de l'entreprise acquise valorisés à leur juste valeur est inscrit au poste « Goodwill » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.
Ultérieurement, ces goodwills sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs.

- Frais de développement

Les frais de développement engagés dans le cadre de la création de progiciels (nouveaux projets et développement de modules existants) sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.
Ces frais de développement sont amortis sur la durée de commercialisation prévue des progiciels compte tenu des évolutions technologiques constatées sur ce marché.
Les frais de développement ne répondant pas aux critères exposés ci-dessus sont comptabilisés en charges d'exploitation, au fur et à mesure de leur engagement.

- Autres Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.
Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.
Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation attendue des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans
- Logiciels : linéaire sur une durée de 1 à 3 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont constatés en charges de l'exercice.

- Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et cautionnements, comptabilisés à leur valeur historique.

- Impôts différés

Conformément à la norme « IAS 12 Impôts sur le résultat », les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité

pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée. Le taux d'impôt retenu est celui en vigueur à la date de l'arrêté.
Les actifs d'impôt différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

- Stocks

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique.
Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés si leur valeur de réalisation possible devient inférieure à leur coût d'acquisition.

- Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement (VMP) comprennent principalement des parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. Les VMP sont comptabilisées à la juste valeur : les variations de celle-ci sont comptabilisées en résultat de l'exercice, conformément à la norme « IAS 39 Instruments financiers, comptabilisation et évaluation ».

- Clients et comptes rattachés

Le groupe commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Il évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.
Les risques de recouvrement clients sont appréciés en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques.

Le groupe à travers la société Dalet Italia procède à l'affacturage d'une partie de ses créances. La société d'affacturage prend en charge le recouvrement des créances, octroyant un droit de tirage à hauteur d'une fraction des créances cédées. Les créances clients cédées sont maintenues dans le poste « clients » et les créances ayant fait l'objet d'un tirage figurent dans le poste « dettes financières à court terme».

- Provisions à court terme

Les obligations du groupe à l'égard des tiers, connues à la date d'arrêté des comptes consolidés et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable sans contrepartie au moins équivalente, font l'objet de provisions lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante conformément à la norme « IAS 37 : Provisions, passifs éventuels, et actifs éventuels ».
Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.
En ce qui concerne les provisions pour restructurations, le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

- Engagements en matière de retraite (provisions à long terme)

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de l'exercice auxquels ils sont liés.
Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.
Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont comptabilisés en « autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres » dans l'état du résultat global de l'exercice.

Il n'y a pas d'autre régime à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi dans les sociétés du groupe.

- Actions propres

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes de cession sont inscrits dans les réserves consolidées.

- Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est déterminé sur la base du résultat consolidé ramené au nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.
Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les bons ou options de souscription d'actions attribués.

- Chiffre d'affaires

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.
Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

6.2.2. Faits caractéristiques et événements postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques :

En date du 6 avril 2014, un accord définitif a été signé portant sur l'acquisition de 100 % du capital de la société AmberFin Ltd, une société privée située en Angleterre spécialisée dans les solutions d'acquisition vidéo, de transcodage et de contrôle qualité.
La plateforme iCR (intelligent Content Re-Purposing) développée par AmberFin permet aux acteurs du marché de gérer des images de grande résolution, fidèles à la source, avec un format de fichier en adéquation avec la plateforme de destination.
A la date d'acquisition, AmberFin employait 35 personnes dont 25 basées en Angleterre.
Le chiffre d' affaires de l'exercice 2014 – exercice du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 - était de 4 millions de GBP.

L'acquisition a entrainé l'écart d'acquisition total suivant :

En K£	Montant
Cout d'acquisition	3 694
Situation nette acquise	- 1 183
Ecart d'acquisition total	4 877
Affectation à la marque	246
Affectation au logiciel	1 565
Constatation d'impôts différés passifs	- 362
Ecart d'acquisition résiduel	3 428

Au 31 décembre 2014, le coût d'acquisition initial de 3 694 milliers de GBP a été alloué aux actifs et passifs identifiables acquis après détermination de leur juste valeur selon la méthodologie et les hypothèses suivantes :

Méthodologie :

La juste valeur de la marque a été déterminée à l'aide de la méthode des Relief from royalties, et le logiciel a été valorisé à titre principal à l'aide de la méthode dite des Excess earnings.

L'approche par les coûts, qui indique la valeur d'un actif par référence à son coût de remplacement ou à son coût de reconstitution ajusté, a été utilisée pour la valorisation du capital humain (« workforce »). Le capital humain est un actif non identifiable dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition mais sa juste valeur est utilisée dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche par la méthode de l'Excess Profit.

Hypothèses générales :

Les prévisions de revenus futurs correspondent au Business Plan du Groupe sur la période 2015-2017, qui ont été prolongées sur la période 2018-2020. Une forte croissance des ventes à partir de 2015 est permise, notamment par les synergies attendues du rapprochement. Les hypothèses sont les suivantes :

- taux de croissance à l'infini de 1,5%
- taux de marge d'EBITDA en croissance
- taux de BFR fixé à 30 jours de chiffre d'affaires
- taux d'IS de 20%.

Le WACC (“Weighted Average Cost of Capital” ou Coût Moyen Pondéré du Capital) a été calculé à partir de sociétés comparables. Le WACC obtenu est de 11,3%.

A partir des méthodes détaillées ci-dessus et des hypothèses considérées, les valeurs des actifs incorporels suivantes ont été obtenues :

- L’évaluation de la marque AmberFin à 246 milliers de GBP. Cette marque est considérée comme étant à durée de vie indéfinie compte tenu de caractéristiques propres à son marché (ancienneté, forte notoriété, investissements significatifs en recherche & développement…) ;

- L’évaluation du logiciel pour 1.565 milliers de GBP. Le savoir-faire technologique d’AmberFin repose sur ce logiciel que Dalet intègre désormais à son offre commerciale. La durée d’amortissement de ce logiciel a été fixée à 6 ans ;

- La constatation d’impôts différés passifs sur les éléments ci-dessus de 362 milliers de GBP ;

- La constatation d’un goodwill résiduel pour 3 428 milliers de GBP.

Par ailleurs, les frais d’acquisition ont représenté un montant de 164 milliers d’euros comptabilisés directement au compte de résultat en 2014 conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée.

Événements postérieurs à la clôture :

Néant.

6.3. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 : Goodwill

Le goodwill figurant au bilan du groupe concerne les sociétés Dalet Italia acquise en 2010 pour 1.948 milliers d'euros et AmberFin acquise le 6 avril 2014 pour 4.401 milliers d'euros.

en milliers d'euros	2014	2013
Valeur nette à l'ouverture	**1 948**	**1 948**
Ecarts d'acquisition constatés dans l'exercice	4 146	
Pertes de valeur		
Ecarts de conversion	255	
Sorties de périmètre		
Autres mouvements		
Valeur nette à la clôture	**6 349**	**1 948**

Des tests de perte de valeur sont pratiqués par le groupe à chaque clôture et dès l'apparition éventuelle d'un indice de perte de valeur, sur la base d'une d'actualisation des flux de trésorerie futurs conforme à la méthodologie requise par la norme IAS 36.
La valeur comptable est ainsi comparée à sa valeur recouvrable sur la base de l'appréciation de sa valeur d'utilité.

La projection des flux de trésorerie a été établie à partir des prévisions les plus récentes approuvées par la direction pour les cinq prochaines années et d'une valeur actualisée à l'infini en prenant pour hypothèse un taux de croissance à l'infini négatif. Le taux d'actualisation utilisé pour les flux de trésorerie est commun à tous les secteurs et s'élève à 10,0 %.
Des tests de sensibilité ont été pratiqués en faisant varier le CMPC à la hausse et à la baisse de un point sans faire apparaitre de perte de valeur significative.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles nettes

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	2014				2013			
	Logiciels	Marques	Frais de développement	**Total**	Logiciels	Marques	Frais de développement	**Total**
Valeur brute								
Au 1er janvier	638		18 574	**19 212**	653		16 812	**17 465**
Augmentations	43			**43**	37			**37**
Actifs générés en interne			2 138	**2 138**			1 762	**1 762**
Variation de périmètre de consolidation		298	1 893	**2 191**				
Sorties	-190			**-190**	-53			**-53**
Effets des variations de change	1	18	116	**135**	1			**1**
Au 31 décembre	492	316	22 721	**23 529**	638		18 574	**19 212**
Amortissements								
Au 1er janvier	567		14 729	**15 296**	576		13 059	**13 635**
Dotations aux amortissements	40		2 269	**2 309**	42		1 670	**1 712**
Variation de périmètre de consolidation								
Sorties	-190			**-190**	-52			**-52**
Effets des variations de change	1		9	**10**	1			**1**
Au 31 décembre	418		17 007	**17 425**	567		14 729	**15 296**
Valeur nette								
Au 1er janvier	71		3 845	**3 916**	77		3 753	**3 830**
Au 31 décembre	74	316	5 714	**6 104**	71		3 845	**3 916**

NOTE 3 : Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2014					2013				
	Travaux et agencements	Matériel informatique	Matériel de transport	Mobilier	**Total**	Travaux et agencements	Matériel informatique	Matériel de transport	Mobilier	**Total**
Valeur brute										
Au 1er janvier	656	2 202	158	255	**3 271**	379	2 484	158	258	**3 279**
Augmentations	204	215	84	62	**565**	503	243		47	**793**
Variation de périmètre de consolidation	194	351			**545**					
Sorties	-8	-571	-100		**-679**	-233	-525	-1	-53	**-812**
Effets des variations de change	20	57	2	4	**83**	7		1	3	**11**
Au 31 décembre	1 066	2 254	144	321	**3 785**	656	2 202	158	255	**3 271**
Amortissements										
Au 1er janvier	95	1 846	126	166	**2 233**	228	1 995	103	207	**2 533**
Dotations aux amortissements	87	200	19	65	**371**	95	257	24	11	**387**
Variation de périmètre de consolidation	194	283			**477**					
Sorties	-8	-487	-75		**-570**	-233	-408	-1	-53	**-695**
Effets des variations de change	12	42	1	3	**58**	5	2		1	**8**
Au 31 décembre	380	1 884	71	234	**2 569**	95	1 846	126	166	**2 233**
Valeur nette										
Au 1er janvier	561	356	32	89	**1 038**	151	489	55	51	**746**
Au 31 décembre	686	370	73	87	**1 216**	561	356	32	89	**1 038**

NOTE 4 : Actifs financiers à long terme

Les actifs financiers à long terme se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Dépôts et garanties sur locaux loués	175	104
Autres dépôts et cautionnements	198	86
Total	**373**	**190**

NOTE 5 : Disponibilités bloquées à long terme

Les disponibilités bloquées à plus d'un an sont constituées de comptes bloqués ou de SICAV de trésorerie nanties en garantie de cautions bancaires émises dans le cadre des opérations commerciales.

NOTE 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Avances aux salariés	74	77
TVA sur créance irrécouvrable	9	91
Autres créances d'impôt	100	115
Divers	116	107
Total	**299**	**390**

NOTE 7 : Clients

Le détail du poste client est le suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Créances Clients	14 512	14 579
Provisions	*-273*	*-417*
Total	**14 239**	**14 162**

Compte tenu des délais de paiements accordés par le Groupe, la valeur nominale des créances clients reflète leur juste valeur.

NOTE 8 : Autres débiteurs

Les autres comptes débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Créances sociales	44	21
Créances fiscales	209	247
Créances sur fournisseurs	1	77
Charges constatées d'avance	1 038	982
Compte courant du factor		161
Dépôts et cautionnements	51	3
Divers	106	7
Total	**1 449**	**1 498**

NOTE 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 4.940 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre 7.425 milliers d'euros au 31 décembre 2013.
Un reclassement est effectué dans « les disponibilités bloquées à long terme» selon l'échéancier prévisionnel suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14		31-déc.-13	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Comptes bloqués en garantie de cautions bancaires		14		14
SICAV nanties en garantie de cautions bancaires		294		293
Comptes bancaires	4 907		7 393	
SICAV gagées	33		32	
Trésorerie et Equivalent	**4 940**		**7 425**	
Disponibilités bloquées à long terme		**308**		**307**

NOTE 10 : Capitaux propres

Au 31 décembre 2014, le capital de Dalet est représenté par 3.593.680 actions d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.187.360 euros.

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Il n'existe pas de plan d'attribution de Stock-Options en cours de validité.

- **Attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 28 juin 2011 :

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 22 mai 2012

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 28 juin 2011, le Conseil d'administration en date du 22 mai 2012 a décidé les attributions d'actions gratuites suivantes :

- au profit des dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 55.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.
- au profit des salariés non dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 89.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2014
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2010	64 000	3,90	249 600	2012	63 358
26 avril 2011	24 juin 2010	58 000	4,41	255 780	2013	57.572
22 mai 2012	26 juin 2011	144.000	3,64	524 160	2014	110.000

Plus particulièrement concernant les administrateurs, trois plans d'attribution gratuite d'action sont en cours :

Date du conseil d'administration (attribution)	**Nombre total d'actions attribuées**	***actions attribuées avec clause de performance***	***actions attribuées ou pour lesquelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2014***
31 aout 2010	64 000	*64 000*	*63 358*
26 avril 2011	58 000	*26 000*	*57 572*
22 mai 2012	55 000	*44 000*	*44 000*

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2014, la société détient 30.048 actions propres.

Nombre de titres composant le capital au 1er janvier 2014 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2014	104 409
Titres achetés dans l'exercice :	35 639
Titres vendus dans l'exercice :	néant
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	110 000
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2014 :	30 048
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2014 :	3 593 680

NOTE 11 : Dettes financières à long terme

Les dettes financières à long terme de 4.056 milliers d'euros sont constituées de divers emprunts bancaires pour leur part à plus d'un an d'échéance.

Les emprunts bancaires pour leurs parts « court terme » et « long terme » se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14			31-déc.-13		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Emprunt finançant l'acquisition d'AmberFin	283	2 975	3 258			
Emprunt : Développement Participatif (1)	201	522	723	130	722	852
Emprunts finançant l'acquisition de Gruppo TNT	145		145	146	145	291
Emprunts souscrits par Dalet Italia	121	200	321	119	321	440
Emprunts divers	163	359	522	84	363	447
Total	**913**	**4 056**	**4 969**	**479**	**1 551**	**2 030**

(1) Contrat de prêt participatif BPI mis en place conjointement avec une banque partenaire.

NOTE 12 : Provisions à long terme

Les provisions à long terme sont constituées principalement des engagements de retraite comptabilisés conformément à la norme « IAS 19 : avantages du personnel » pour 843 milliers d'euros sur la maison mère située en France.

Engagements de retraite :

(en milliers d'euros)	31-déc-14	31-déc-13
Indemnités de fin de carrière	843	540
Taux d'actualisation	*1,49 %*	*3,17 %*
Effectif concerné	*41 personnes*	*35 personnes*
Age moyen	*40 ans*	*38 ans*

Le taux retenu est le IBOX AA 10+.
Les montants comptabilisés se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-14	31-déc-13
Coût des services rendus de l'exercice	78	44
Coût Financier	13	17
Total	**91**	**61**

Les montants reconnus au bilan ont évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc-14	31-déc-13
Montant provisionné en début de période	540	526
Ecarts actuariels	212	-47
Coût net sur la période	91	61
Cotisations / Prestations versées	0	0
Montant provisionné en fin de période	**843**	**540**

NOTE 13 : Provisions à court terme

L'évolution (*) des provisions à court terme au cours de l'exercice s'explique ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-13	Augmentation des provisions	Diminution des provisions		31-déc.-14
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions à court terme	**117**	**185**	**112**	**9**	**185**
dont provisions :					
TVA sur créance irrécouvrable	***91***		*82*	*9(a)*	***0***
Litige commercial	***26***		*26*		***0***
Prestations à fournir		*60*			***60***
Pénalités sur contrat		*125*			***125***

(a) Reclassement en provision à long terme

(b) Les augmentations ou diminutions des provisions inscrites au bilan sont comptabilisées au compte de résultat en diminution ou augmentation des comptes de charges correspondants quand la nature de la provision permet de la rattacher directement à un compte de charge.

NOTE 14 : Dettes financières à court terme

Les dettes financières à court terme s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Concours bancaires	411	4
Emprunts bancaires	913	479
Crédit-Bail		5
Total	**1 324**	**488**

NOTE 15 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Dettes sociales	3 248	2 889
Dettes fiscales	352	302
Total	**3 600**	**3 191**

NOTE 16 : Autres créditeurs

Les autres créditeurs se répartissent ainsi

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Produits constatés d'avance	6 891	5 919
Avances reçues sur commandes	568	2 904
Dette sur acquisition	257	
Divers		3
Total	**7 716**	**8 826**

Il n'existe pas d'avance remboursable.

6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

NOTE 17 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par nature s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2014		2013	
Ventes de Licences	13 426	32 %	12 429	34 %
Prestations de services	10 272	24 %	9 253	25 %
Ventes de Matériel	7 833	19 %	7 385	20 %
Support	10 581	25 %	7 654	21 %
Total	**42 112**	**100 %**	**36 721**	**100 %**

L'impact de l'avancement sur le chiffre d'affaires est le suivant :

(en milliers d'euros)	2014	2013
Avancement mesuré sur projets	326	-1 841

NOTE 18 : Achats et autres charges externes

Les achats et autres charges externes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2014	2013
Achats consommés	4 833	3 491
Prestations liées aux achats consommés	1 669	1 306
Autres achats	367	304
Sous-traitance	2 392	2 252
Entretien et réparations	315	271
Locations et charges locatives	1 096	856
Personnel extérieur	311	296
Commissions sur ventes	642	550
Honoraires et Intermédiaires	1 845	957
Déplacements missions réception	3 743	3 426
Publicité	923	672
Assurances	197	210
Frais postaux et télécommunications	490	395
Divers	225	172
Total	**19 048**	**15 158**

NOTE 19 : Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	2014	2013
Immobilisations incorporelles	2 309	1 712
logiciels externes	*40*	*42*
frais de développement et logiciels	*2 269*	*1 670*
Immobilisations corporelles	371	387
Total	**2 680**	**2 099**

La dotation aux amortissements des frais de développement et logiciels comprend en 2014 l'amortissement des logiciels acquis avec la société AmberFin pour 243 milliers d'euros.

NOTE 20 : Dotations aux provisions nettes des reprises

Les dotations et les reprises s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	**2014**	**2013**
Risque clients et autres		
Dotations	*-185*	*0*
Reprises	*101*	*0*
Dépréciations clients		
Dotations	*-158*	*-294*
Reprises	*308*	*128*
Total	**66**	**-166**

NOTE 21 : Autres produits et charges

Les autres produits et charges s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	**2014**	**2013**
Cessions d'immobilisations		
produits de cession	*126*	*119*
valeur nette comptable	*-109*	*-118*
Produits sur exercices antérieurs	99	7
Charges sur exercices antérieurs	-31	-55
Perte sur créances irrécouvrables nettes de reprises		-43
Autres charges	-25	-78
Autres produits	1	5
Total	**61**	**-163**

NOTE 22 : Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut est constitué pour l'intégralité de frais financiers.

(en milliers d'euros)	2014	2013
Intérêts Emprunts	132	59
Intérêts Factor	5	12
Autres frais financiers	10	11
Total	**147**	**82**

NOTE 23 : Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers relèvent principalement de pertes et gains de change.

(en milliers d'euros)	2014	2013
Perte de change	-282	-337
Gains de change	436	317
Autres produits et charges	-10	-10
Total	**144**	**-30**

NOTE 24 : Impôt sur les résultats

L'impôt sur les résultats constaté au compte de résultat se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	2014	2013
Produit (Charge) d'impôt exigible	-141	-238
Impôts différés sur frais de développement	19	-87
Impact de l'activation des déficits fiscaux		-81
Autres impôts différés	-3	7
Total	**-125**	**-399**

La CVAE est comptabilisée dans les « Impôts et Taxes ».

Les impôts différés actifs et passifs figurant au bilan consolidé se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	31-déc.-13
Impôts différés actif		
Déficits imputables sur des déficits fiscaux futurs	315	278
Autres différences temporaires	84	87
Total	**399**	**365**
Impôts différés passif		
Activation des frais de développement	413	384
Incorporels AmberFin	415	
Total	**828**	**384**
Position nette d'impôts différés	**-429**	**-19**

L'impôt différé passif est lié à l'activation des frais de développement d'une part, et à l'enregistrement à l'actif de la marque et des logiciels évalués dans l'acquisition d'AmberFin d'autre part. Il se calcule au taux en vigueur dans la filiale où sont constatés ces actifs incorporels, sur la base des montants activés nets des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice.

NOTE 25 : Déficits fiscaux

Les déficits fiscaux des principales filiales du groupe se décomposent comme suit :

(milliers d'euros)	Total	Dalet	DDMS USA Inc	AmberFin Ltd
TOTAL au 31 dec 2014	**48 150**	**30 392**	**1 707**	**16 051**
Reportables jusqu'au 31 décembre 2025	47 521	30 392	1 078	16 051
Reportables jusqu'au 31 décembre 2026	47 071	30 392	628	16 051
Reportables au-delà et sans limite	46 443	30 392		16 051

Les déficits fiscaux de DDMS USA Inc. ont été partiellement activés, ceux de Dalet ainsi que ceux d'AmberFin ne l'ont pas été compte tenu du degré d'incertitude existant sur la réalisation des résultats futurs.

6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 26 : Information sectorielle

- Information sectorielle par secteurs d'activité

Les activités du groupe s'analysent donc en 2014 sur les cinq marchés suivants :

- Les applications de « media asset management »
- Les applications destinées au Sport
- Les solutions de salles de rédaction (news)
- Les solutions audionumériques pour radio
- Les projets d'intégration.

Résultat opérationnel courant :

(en milliers d'euros)	MAM		Sport		News		Radio		Intégration		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Chiffre d'affaires	18 490	13 602	2 853	3 818	12 119	12 837	7 660	5 057	990	1 405	42 112	36 721
Charges Opérationnelles	-18 329	-13 143	-2 880	-3 394	-12 806	-12 082	-6 454	-4 355	-1 358	-1 910	-41 828	-34 884
Résultat opérationnel courant	**161**	**460**	**-27**	**424**	**-687**	**755**	**1 206**	**702**	**-367**	**-505**	**284**	**1 836**

Répartition des actifs sectoriels :

(en milliers d'euros)	MAM		Sport		News		Radio		Intégration		Non affecté		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Actifs sectoriels	15 140	7 690	3 867	3 690	4 277	5 259	2 996	2 483	337	746	10 499	12 534	37 117	32 402
dont clients	7 168	5 093	1 142	1 303	3 373	4 415	2 219	2 133	337	684		534	14 239	14 162
dont immobilisations incorporelles	3 571	2 454	777	389	905	694	777	308	0	0	74	70	6 104	3 916

Les frais de développement identifiés parmi les actifs sectoriels et les dotations d'amortissement comprises dans les charges opérationnelles ont été alloués aux différents secteurs selon les mêmes règles.

- Information par zone géographique

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2014	%	2013	%
Europe	22 810	54%	17 769	48%
dont France	*1 766*		*2 306*	
dont Italie	*4 866*		*3 967*	
Amériques	13 152	31%	13 030	35%
Afrique Moyen-Orient	1 969	5%	2 722	7%
Asie Océanie	4 180	10%	3 201	9%
Total	**42 112**	100%	**36 721**	100%

Actifs sectoriels (en milliers d'euros)	2014	2013
Europe	26 838	20 895
Amériques	7 569	8 313
Afrique Moyen-Orient	2 485	2 741
Asie Océanie	225	453
Total	**37 117**	**32 402**

Accroissement des immobilisations corporelles et incorporelles (en milliers d'euros)	2014	2013
Europe	4 559	1 969
dont changement de périmètre	*2 191*	
Amériques	72	26
Afrique Moyen-Orient	296	592
Asie Océanie	10	5
Total	**4 937**	**2 592**

NOTE 27 : Instruments Financiers

Le groupe n'utilise pas d'instrument financier dans le cadre de sa gestion du risque de taux. A ce titre, il n'existe pas de contrepartie des placements de trésorerie.
Par ailleurs, le groupe ne couvre pas le risque de change lié à la conversion en euros des états financiers des sociétés hors zone euro.

Ventilation des instruments financiers par catégorie

La répartition au 31 décembre 2014 est la suivante :

(en milliers d' euros)	31/12/2014						31/12/2013					
	Actifs disponibles à la vente	Disponibilités bloquées à long terme	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan	Actifs disponibles à la vente	Disponibilités bloquées à long terme	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan
Actifs non courants												
Autres actifs financiers non courants		308	1 210			1 518		307	580			887
Instruments dérivés non courants												
Actifs courants												
Clients et comptes rattachés			14 239			14 239			14 162			14 162
Instruments dérivés courants												
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	33		4 940			4 973	32		7 425			7 457

NOTE 28 : Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers

Risque de crédit

Créances échues non dépréciées :

en milliers d'euros	2014	2013
Créances non échues et non dépréciées	**10 270**	**10 553**
Créances échues depuis moins de 60 jours et non dépréciées	2 062	2 553
Créances échues depuis plus de 60 jours et non dépréciées	1 721	688
Créances échues et non dépréciées	**3 783**	**3 241**
Montants bruts des créances dépréciées	458	751
Pertes de valeur comptabilisées	273	383
Valeur Nette des créances dépréciées	**186**	**369**
Créances clients nettes des pertes de valeurs	**14 239**	**14 162**

Les créances clients non dépréciées ne présentent pas de risque justifiant une provision.

Risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2014 d'une trésorerie de 4.940 milliers d'euros contre 7.425 milliers d'euros au 31 décembre 2013. L'endettement à court terme est en augmentation à 1.324 milliers d'euros contre 488 milliers d'euros au 31 décembre 2013. Les dettes financières à long terme sont en augmentation à 4 056 milliers d'euros contre 1.551 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2014 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.
La totalité de l'endettement financier n'est pas soumis au versement d'un intérêt. Les actifs financiers sont constitués de placements en produits monétaires offrant peu de volatilité des taux.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
à la baisse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	-2,7%	-1 125	-0,2%	-69
Résultat opérationnel courant	-71,4%	-376	144,2%	760
à la hausse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	2,9%	1 238	0,2%	75
Résultat opérationnel courant	78,5%	414	-158,6%	-836

NOTE 29 : Effectifs

Les effectifs du groupe se décomposent comme suit :

Total personnel équivalent temps plein moyen	2014	2013
Salariés	295	242
VIE (Ubifrance)	20	9
Stagiaires	1	2
Total	316	253

Total personnel équivalent temps plein au 31 décembre	2014	2013
Salariés	306	25 4
VIE (Ubifrance)	18	18
Stagiaires	1	1
Total	325	273

NOTE 30 : Engagements hors bilan

Nous n'avons pas connaissance d'engagements hors bilan significatifs en dehors de ceux présentés ci-dessous :

1/ Engagement hors bilan liés au périmètre du groupe consolidé : néant

2/ Engagement hors bilan liés au financement de la société.

Engagements donnés :

Les contrats de prêt souscrits pour le financement des acquisitions de Dalet Italia et AmberFin ont fait l'objet de prises de garanties de la part des banques prêteuses sous la forme d'un nantissement du fonds de commerce de Dalet à hauteur de 2.240 milliers d'euros.

3/ Engagement hors bilan liés aux opérations

Engagements donnés

Au 31 décembre 2014, les cautions bancaires émises dans le cadre des opérations du groupe représentent 206 milliers d'euros.

Date d'échéance	Montant des garanties
• Moins d'un an • Plus d'un an	• 44 milliers d'euros • 162 milliers d'euros

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation, institué par la loi du 4 mai 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits) et ratifié pour les entreprises du SYNTEC par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total.
Au 31 décembre 2014, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés du groupe s'élève à 3.059 heures valorisées à 28 milliers d'euros.

Engagements reçus

Néant.

NOTE 31 : Relations avec les parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement au Groupe, ainsi que les entités qui y détiennent directement ou indirectement une participation.
L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément à la norme IAS 24 sans mettre en évidence d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2014.

La liste des sociétés consolidées du Groupe Dalet est présentée dans la note 6.2.1 « Périmètre de consolidation ». Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux incluant les avantages en nature ainsi que les charges comptabilisées au titre de paiements fondés sur des actions (IFRS 2) se décomposent ainsi :

Rémunération des dirigeants (en milliers d'euros)		**2013**	**2014**
David LASRY - PDG	Rémunération	169	198
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	20	8
	S/Total	**189**	**206**
Stéphane GUEZ - DGD administrateur	Rémunération	160	192
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	20	8
	S/Total	**180**	**200**
Salomon ELHADAD - administrateur	Rémunération	216	247
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	41	8
	S/Total	**257**	**255**
Michael ELHADAD - administrateur	Rémunération	216	245
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	41	8
	S/Total	**257**	**253**
Windcrest Partner - administrateur	Rémunération		
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)		
	S/Total	néant	néant
Anna Mae Sokusky - administrateur	Rémunération	6	9
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	0	
	S/Total	**6**	**9**
Stéphane SCHLAYEN - DGD non administrateur	Rémunération	198	212
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	20	8
	S/Total	**218**	**220**
	Rémunération	965	1 103
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	142	40
	TOTAL	**1 107**	**1 143**

Autre

Néant.

NOTE 32 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

en milliers d'euros		**DELOITTE ET ASSOCIES**				**Thierry YOUNES**			
		2013		**2014**		**2013**		**2014**	
		KE	**%**	**KE**	**%**	**KE**	**%**	**KE**	**%**
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	55,0	78%	61,0	74%	40,0	100 %	44,0	100 %
	Filiales intégrées globalement	15,8	22%	21.6	26%	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	*néant*	-	*néant*	*100 %*
Sous total		*70,8*	*100%*	*82.6*	*100%*	*40,0*	*100%*	*44,0*	*100%*
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	20,0	-
	Filiales intégrées globalement	26,4	100%	27.1	100%	néant	-	néant	-
Sous total		*26,4*	*100%*	*27.1*	*100%*	*néant*	-	*20,0*	*100%*
Total		**97,2**	**100 %**	**109.7**	**100 %**	**40,0**	**100 %**	**64,0**	**100 %**

NOTE 33 : Compte de résultat pro forma

Sont présentés ci-dessous le compte de résultat consolidé du groupe selon différents périmètres :

- Réel avec acquisition : il s'agit pour rappel du compte de résultat consolidé de l'année 2014 tel que présentés au paragraphe 2
- A périmètre 2013 : il s'agit des comptes consolidés 2014 en excluant AmberFin du périmètre de consolidation
- Pro Forma : le compte d'exploitation a été obtenu en ajoutant au compte de résultat consolidé 2014 l'activité d' AmberFin du début de l'exercice à la date d'acquisition.
  Ces données ont été obtenues par différence entre les comptes annuels d'AmberFin arrêtés au 31 mars 2014 et le reporting interne de la société au 31 décembre 2013. Un ajustement a été appliqué pour tenir compte des 5 jours d'avril 2014 (date d'acquisition et entrée dans le périmètre de consolidation au 6 avril 2014). Les impacts liés au traitement de l'écart de consolidation n'ont pas été retraités.

Les méthodes comptables utilisées pour retraiter les comptes pro forma sont conformes aux méthodes comptables du Groupe. Toutefois, ces données pro forma ne sont pas nécessairement représentatives

Compte de Resultat Consolidé (en milliers d'euros)	Compte de résultat consolidé au 31 dec 2014		
	Réel avec acquisition	A périmètre 2013	Pro Forma
Chiffre d'affaires	42 112	39 323	43 055
Achats et autres charges externes	-19 048	-17 820	-19 724
Charges de personnel	-19 757	-18 062	-20 737
Impôts et taxes	-470	-470	-470
Dotations amortissements	-2 680	-2 400	-2 673
Dotations provisions nettes des reprises	66	4	66
Autres produits et charges	61	61	61
Compte de liaison		-45	
Résultat Opérationnel Courant	284	591	-422
Autres produits et charges opérationnels			
Résultat Opérationnel	284	591	-422
Produits de trésorerie	4	4	4
Coût de l'endettement financier brut	-147	-146	-147
Coût de l'endettement financier net	-143	-142	-143
Autres produits et charges financiers	144	124	130
Résultat courant avant impôt	285	573	-435
Impôts sur les résultats	-125	-173	-125
RESULTAT NET ENSEMBLE CONSOLIDE	160	400	-560
Dont part du groupe	160	400	-560
Dont part des minoritaires			

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill, selon les modalités décrites dans les notes 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – goodwill » et 6.3 « Notes sur le bilan – goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que

les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées établies sous le contrôle de la Direction du Groupe, et nous avons vérifié que les notes 6.2.1 et 6.3 de l'annexe donnent une information appropriée.

- La note 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – frais de développement » de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note 6.2.1 de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Thierry YOUNES Laurent HALFON

RAPPORT DE GESTION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons conviés, conformément à la loi et aux Statuts de notre Société, pour vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur la marche des affaires de notre Société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2014.
En application de l'article L233-16 du Code de Commerce, nous avons établi les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2014.
Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les comptes consolidés établis au 31 décembre 2014.
Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents ont été mis à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours précédant l'assemblée en même temps que les rapports des Commissaires aux Comptes.
Nous vous demandons de nous en donner acte.

1. Rapport sur la gestion du groupe

Le périmètre de consolidation de la Société comprend les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia S.R.L.	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie
AmberFin Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Royaume-Uni

1.1 *Faits marquants de l'exercice*

En date du 6 avril 2014, un accord définitif a été signé portant sur l'acquisition de 100 % du capital de la société AmberFin Ltd, une société privée située en Angleterre spécialisée dans les solutions d'acquisition vidéo, de transcodage et de contrôle qualité.
La plateforme iCR (intelligent Content Re-Purposing) développée par AmberFin permet aux acteurs du marché de gérer des images de grande résolution, fidèles à la source, avec un format de fichier en adéquation avec la plateforme de destination.
A la date d'acquisition, AmberFin employait 35 personnes dont 25 basées en Angleterre.
Le chiffre d'affaires de l'exercice 2014 – exercice du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 - était de 4 millions de GBP.

1.2 *Événements postérieurs à la clôture :*

Néant.

1.3 *Activités et résultats du groupe – évolution prévisible*

1.3.1 Résultats du Groupe

L'activité du groupe Dalet sur les deux derniers exercices peut être résumée ainsi :

(EN MILLIERS D'EUROS)	2014	2013
Chiffre d'affaires	42.112	36.721
Résultat Opérationnel Courant	284	1.836
Résultat Opérationnel	284	1.836
Résultat courant avant impôt	285	1.732
Résultat net consolidé	160	1.333
Résultat net part du groupe	160	1.332

Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du groupe

Sur l'ensemble de l'exercice 2014, le chiffre d'affaires consolidé de Dalet ressort à 42.112 milliers d'euros contre 36.721 milliers d'euros en 2013 soit une progression de 14,7%.

L'évolution des principaux postes de charges est la suivante :

- Les achats et autres charges externes s'élèvent à 19.048 milliers d'euros contre 15.158 milliers d'euros en 2013.
- Les charges de personnel passent de 16.898 milliers d'euros en 2013 à 19.757 milliers d'euros en 2014, en augmentation de 16,9 %.
- Les dotations aux amortissements passent de 2.099 milliers d'euros en 2013 à 2.680 milliers d'euros en 2014.
- Les impôts s'élèvent à 125 milliers d'euros contre 399 milliers d'euros en 2013.

Il en ressort un résultat opérationnel courant positif de 284 milliers d'euros contre 1.836 milliers d'euros l'année précédente.
En l'absence d'éléments non courants, le résultat opérationnel s'établit à 284 milliers d'euros.
Compte tenu des charges financières de 147 milliers d'euros et de produits financiers de 148 milliers d'euros donnat un résultat financier d'un millier d'euros, le résultat courant avant impôts ressort à 285 milliers d'euros.
Après prise en compte d'une charge d'impôt de 125 milliers d'euros, le bénéfice part du groupe s'établit en 2014 à 160 milliers d'euros contre un bénéfice de 1.333 milliers d'euros en 2013.
Par ailleurs, le groupe a activé ses frais de développement en conformité avec la norme IAS 38.
L'actif incorporel net figurant au bilan 2014 et correspondant aux frais de développement est de 3.957 milliers d'euros à comparer à 3.845 milliers d'euros l'année précédente.
Enfin, il a été procédé à une allocation de l'écart de consolidation résultant de l'acquisition d' AmberFin en cours d'exercice se traduisant par les valeurs d'actifs incorporels nets au 31 décembre 2014 suivants :

Goodwill : 4.401 milliers d'euros
Marque : 316 milliers d'euros
Logiciels : 1.757 milliers d'euros
Total : 6.474 milliers d'euros

Activité commerciale

L'activité du Groupe se décline sur 5 secteurs :

- les applications de MAM pour les diffuseurs et autres opérateurs recherchant des solutions de gestion de contenu media,
- les solutions audionumériques pour la Radio,
- les applications dédiées au marché du Sport
- les solutions pour la Télé, orientées vers la production de « News »
- les projets d'intégration dont on rappelle qu'ils ne concernent que la filiale Italienne du Groupe

Le chiffre d'affaire sur les secteurs ainsi définis se présente ainsi :

Chiffre d'affaire par secteur d'activité (en milliers d'euros)	**2014**	**2013**
Media Asset Management	18.490	13.602
Sport	2.853	3.818
News	12.119	12.837
Radio	7.660	5.057
Intégration	990	1.405
Total	**42.112**	**36.721**

Les applications MAM sont le premier secteur et représentent 44% du chiffre d'affaire du groupe , en progression par rapport à 2013.
Viennent ensuite les applications de News qui représentent 29% du chiffre d'affaires réalisé en 2014.
La radio représente 18 % du chiffre d'affaires.
Les ventes d'applications destinées au Sport sont à 7% du chiffre d'affaires.
Enfin, les ventes en « Intégration » continuent leur baisse historique pour ne représenter que 2% du chiffre d'affaires en 2014.

Sur le plan géographique, la décomposition est la suivante :

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	**2014**	**2013**
Europe	21 136	17 669
Amériques	13 910	13 030
Afrique Moyen-Orient	2 837	2 722
Asie Océanie	4 227	3 201
Total	**42 112**	**36 721**

Par nature, la décomposition est la suivante :

(en milliers d'euros)	**2014**		**2013**	
Ventes de Licences	13 424	32%	12 429	34%
Prestations de services	10 273	24%	9 253	25%
Ventes de Matériel	7 833	19%	7 385	20%
Support	10 582	25%	7 654	21%
Total	**42 112**	**100%**	**36 721**	**100%**

A noter une augmentation de la part du support qui représente en 2014 un quart chiffre d’affaires du groupe.

Endettement

L'évolution de l'endettement peut se traduire dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)		31/12/2014	31/12/2013
Liquidités			
A Trésorerie	1	4 907	7 393
B Placements			
C Valeurs mobilières de placement	2	33	32
D Total A + B + C		**4 940**	**7 425**
E Actifs financiers courants			
Dette court terme			
F Dette bancaire court terme		411	4
G Part court terme des emprunts obligataires			
H Autres dettes court terme	3	913	484
I Total F + G + H		**1 324**	**488**
J Endettement financier court terme : I - D - E		**-3 616**	**-6 937**
Dette long terme			
K Dette bancaire long terme		4 056	1 551
L Part long terme des emprunts obligataires			
M Autres dettes long terme	4	0	0
N Total K + L + M		**4 056**	**1 551**
O Actifs Financiers non courants	5	681	497
P Endettement financier net long terme : N - O		**3 375**	**1 054**
Q Endettement financier net J + P		**-241**	**-5 883**

1 : Disponibilités dont tirage sur ligne d'affacturage
2 : SICAV et FCP monétaires et FCP garantis à moins d'un an
3 : Tirage sur factor, dettes crédit bail à moins d'un an
4 : Part à plus d'un an des dettes crédit bail
5 : Fonds de garantie des contrats d'affacturage, cash bloqué et dépôt de garantie divers

Les ressources financières à court terme (endettement financier négatif) diminuent de 3.321 milliers d'euros en 2014 en raison de laugmentation des dettes à court terme et de la baisse de la trèsorerie.
L'endettement financier net à long terme quant à lui augmente de 2.321 milliers d'euros.
Au global, l'endettement financier net augmente de 5.642 milliers d'euros.

Activité en matière de recherche et développement (R&D)

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année représentent 2.138 milliers d'euros. La dotation aux amortissements de l'exercice correspondant est de 2.026 milliers d'euros, créant un impact positif de 112 milliers d'euros sur le résultat opérationnel courant.
L'actif net immobilisé s'élève à 3.957 milliers d'euros.

Filiales et participations

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus Brute (KE)	Valeur comptable des titres détenus Nette (KE)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés Brute (KE)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés Nette (KE)	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 € =
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(3.990) KUSD	100.00%	5 768	5 768	-	-	-	12 735	158	1.3285007 USD
Dalet Limited	5 KGBP	110 KGBP	100.00%	8	8	-	-	-	648	15	0.8061203 GBP
AmberFin Ltd	3.849 KGBP	(4.615) KGBP	100.00%	4 649	4 649	1 844	1 844	-	2 897	-562	0.8061203 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	111 KE	99.98%	60	60	-	-	-	301	11	
Gefen	50 KILS	13.941 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	9 819	405	4.7448501 ILS
Dalet GmbH	25 KE	(47) KE	100.00%	3 604	-	-	-	-	449	36	
Dalet Australia Pty Ltd	-	362 KAUD	100.00%	-	-	-	-	-	631	31	1.4718776 AUD
Dalet Systems Asia Pte	200 KSGD	(678) KSGD	100.00%	114	-	374	133	-	1 028	55	1.6823713 SGD
Dalet Italia S.R.L	102 KE	748 KE	100.00%	1 962	1 962	-	-	-	5 345	-64	
Dalet Media Systems LLC	1.200 RUB	(1.288) KRUB	100.00%	28	-	50	28	-	336	-30	50.951836 RUB
TOTAL				**16 203**	**12 457**	**2 268**	**2 005**			**55**	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Aucun dividende n'a été perçu par Dalet S.A. de la part de ses filiales.

Vous trouverez ci-après un tableau résumant la situation des filiales :

- Le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.
- Aucun dividende n'a été perçu par Dalet S.A. de la part de ses filiales

Activité des principales sociétés :

(en milliers)	2014		2013	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Digital Média Systems Inc.				
Chiffre d'affaires	16 917	12 734	17 164	12 825
Résultat Net	210	158	214	161
Gefen				
Chiffre d'affaires	46 984	9 902	43 891	7 692
Résultat Net	1 922	405	2 627	548
Dalet Italia Srl				
Chiffre d'affaires		5 346		4 632
Résultat Net		-64		-9
AmberFin Ltd				
Chiffre d'affaires	2 301	2 854		
Résultat Net	-258	-320		

Petites filiales exerçant une représentation commerciale et technique :

Ces petites filiales fonctionnement toutes selon un schéma de financement « cost plus » vis-à-vis de la société mère.

(en milliers)	2014		2013	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Australia Pty Ltd (Australie)				
Chiffre d'affaires	929	631	1 565	1 136
Résultat Net	46	31	32	23
Dalet Systems Asia Pte (Singapour)				
Chiffre d'affaires	1 729	1 028	1 522	916
Résultat Net	93	55	76	46
Dalet Limited (Angleterre)				
Chiffre d'affaires	522	648	441	519
Résultat Net	12	15	10	12
Dalet GmbH (Allemagne)				
Chiffre d'affaires		449		6
Résultat Net		36		-25
Dalet Sistemas España (Espagne)				
Chiffre d'affaires		301		311
Résultat Net		11		12
Dalet Media Systems LLC (Russie)				
Chiffre d'affaires	17 135	336	1 524	36
Résultat Net	-1 544	-30	-1 270	-30

1.3.2 Perspectives d'avenir du Groupe

Sur l'année 2014, l'activité de Dalet a connu des développements dans 2 directions :

- l'acquisition de la société anglaise AmberFin, reconnue pour ses solutions d'acquisition vidéo, de transcodage et de contrôle qualité (QC). Cette acquisition a permis à Dalet d'élargir son offre Produits, en combinant sa plateforme de MAM polyvalente avec des outils de pointe en matière de transcodage et de distribution. La société AmberFin était pré acquisition en forte pertes, Dalet a donc restructuré sur 2014 cette activité, par une combinaison de synergies opérationnelles et commerciales.
- les solutions développées par Dalet et basées sur sa plateforme de Media Asset Management ont continué à recevoir un accueil favorable de la part de grands clients aux Etats Unis et en Europe, avec cependant un recul en Italie et en Russie.

En 2015, Dalet table sur une poursuite de son développement, avec des perspectives variant selon ses différents marchés géographiques. Ainsi l'activité devrait poursuivre sa dynamique dans la région Asie-Pacifique au vu des investissements soutenus de Dalet dans la région, avec une nouvelle présence et des premiers contrats au Japon. L'activité sur les régions Europe et Amériques devrait rester stables.
Les solutions basées sur la plateforme Dalet Galaxy de Media Asset Management (MAM) continuent à recevoir un accueil favorable, aussi bien pour des projets auprès de nouveaux clients que pour des mises à jour majeures installées ou en cours de déploiement chez les clients de longue date de la société. Ces solutions de MAM extensibles sont parfaitement adaptées pour une large gamme de scénarios d'utilisation, et sont présentes chez les fournisseurs de contenu numérique les plus grands et les plus sophistiqués.
Au cours du salon mondial du broadcast NAB en Avril 2015 à Las Vegas, Dalet a montré des premiers prototypes de ses solutions en environnement virtualisé, combinant des architectures hybrides cloud/local. Ces solutions devraient être appelées dans les prochaines années à occuper une place de plus en plus significative dans l'activité de Dalet.

1.3.3 Risques stratégiques

Risques liés aux évolutions technologiques

Le Groupe évolue dans un environnement où les évolutions technologiques sont rapides et génèrent de nouveaux besoins. Le développement des activités du Groupe dépend donc en grande partie de sa capacité à anticiper ces évolutions technologiques en maintenant un effort de Recherche & Développement important.

Risque de dépendance à l'égard de la conjoncture économique

Bien qu'une part significative de l'activité soit liée à des contrats de maintenance récurrents, le Groupe n'est pas à l'abri d'une baisse d'activité soudaine, affectant ainsi son activité, son résultat d'exploitation et sa situation financière.

1.3.4 Risques juridiques

La société n'a aucun procès en cours dans lequel elle serait en position défensive.

À la connaissance du Groupe, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une importance significative sur le patrimoine, la situation financière, l'activité ou les résultats du Groupe qui n'ait fait l'objet d'une provision.

Le Groupe s'appuie sur des droits de propriété intellectuelle qui sont le support de son savoir-faire technologique et de son identité commerciale. Il est donc important pour le Groupe d'assurer une protection efficace de ces droits dans les pays dans lesquels il intervient.
Ainsi, la marque Dalet est déposée en France auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle. Elle est également déposée dans une dizaine de pays européens, elle a été inscrite au registre international pour l'Union Européenne et la Russie, et est enregistrée comme une US Trademark aux Etats Unis.
Dalet a récemment initié une démarche de dépôts de brevets, pour lui permettre de mieux défendre sa propriété intellectuelle.
Enfin, les codes sources des différents programmes sont déposés périodiquement au nom de Dalet auprès de LOGITAS (www.logitas.com).

Dans ses relations avec ses clients et avec ses collaborateurs, la politique de Dalet est de contrôler par des clauses contractuelles l'accès à sa propriété intellectuelle ainsi que sa diffusion. Toutefois, Dalet ne peut garantir que les dispositions mises en place en vue de protéger ses droits de propriété intellectuelle empêcheront le détournement ou l'utilisation illicite de son savoir-faire par des tiers, ou que ses concurrents ne développeront des technologies similaires aux siennes.
Dalet n'exploite pas de brevets appartenant à des tiers.

1.3.5 Risque de crédit ou de contrepartie

Dalet n'est pas en situation de risque particulier vis-à-vis de ses plus gros clients qui sont de grands noms des médias privés ou publics. Dalet n'a pas connu en 2014 de défaillance de débiteurs impactant significativement ses comptes.
La somme totale du poste client hors dépréciations au 31 décembre 2014 était de 14.512 milliers d'euros contre 14.579 milliers d'euros l'année précédente. Les risques clients sont provisionnés à hauteur de 273 milliers d'euros, soit 1,88 % des créances clients brutes contre des provisions de 417 milliers d'euros au 31 décembre 2013, soit 2,86 % des créances.

1.3.6 Risques opérationnels

1.3.6.1 Risques liés aux fournisseurs

Dalet ne discerne dans ses relations avec ses fournisseurs aucune situation de dépendance pouvant provoquer un risque particulier.

1.3.6.2 Risques liés aux gros clients

La concentration du Chiffre d'affaires sur des gros clients est comparable à celle constatée en 2013.

	le plus gros	5 plus gros	10 plus gros
2014	8%	21%	32%
2013	12%	24%	34%

1.3.7 Le risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2014 d'une trésorerie de 4.940 milliers d'euros contre 7.425 milliers d'euros au 31 décembre 2013.
Les ressources financières à court terme (endettement financier négatif) diminuent de 3.321 milliers d'euros en 2014 en raison de l'augmentation des dettes à court terme et de la baisse de la trèsorerie.
L'endettement financier net à long terme quant à lui à augmenté de 2.321 milliers d'euros, principalement du fait du financement mis en place pour l'acquisition de la société AmberFin.
La trésorerie au 31 décembre 2014 reste par ailleurs légèrement supérieure aux dettes financières de 241 milliers d'euros.
Au global, le rapport des dettes financières rapportées aux capitaux propres (gearing) reste modéré à 37%.
Si toutefois une évolution défavorable rendait l'apport de capitaux supplémentaires nécessaire, l'obtention de ces ressources financières additionnelles pourrait se révéler difficile.

1.3.8 Risques de marché

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2014 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
à la baisse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	-2,7%	-1 125	-0,2%	-69
Résultat opérationnel courant	-71,4%	-376	144,2%	760
à la hausse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	2,9%	1 238	0,2%	75
Résultat opérationnel courant	78,5%	414	-158,6%	-836

1.4 *Assurances et couverture des risques*

Les principales polices du Groupe couvrent la responsabilité civile et les risques.
Concernant la responsabilité civile professionnelle, la garantie est 4.500.000 euros par an et par sinistre sans limitation de zone géographique.
Les différentes implantations du groupe sont couvertes par des polices multirisques n'appelant pas de commentaire particulier.
Par ailleurs, compte tenu de ses spécificités, Dalet n'a pas jugé utile de se couvrir en perte d'exploitation.

1.5 *Approbation des comptes consolides*

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes, de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous sont présentés.

2. Rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

2.1. *Faits marquants de l'exercice*

Se référer au paragraphe 1.1 du rapport sur la gestion du groupe.

2.2. *Activité et résultats sociaux de l'exercice écoulé*

Le chiffre d'affaires hors taxes de cet exercice social s'élève à 25.615.095 euros contre 24.595.646 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d'une production immobilisée de 2.138.970 euros, de subventions d'exploitations pour 2.084 euros, de reprises sur provisions de 700.642 euros, de transferts de charges et autres produits d'exploitation pour un montant de -352.648 euros, le total des produits d'exploitation s'élève à 28.104.143 euros contre 27.116.386 euros en 2013.

Les charges d'exploitation se sont élevées pour leur part à 28.753.053 euros contre 27.215.108 euros l'année précédente.

Les différents postes sont les suivants :

- Achat de marchandises et variations de stocks.....2.154.630 euros
- Autres charges externes : ..... 18.876.683 euros
- Impôts, taxes et versements assimilés : .....393.910 euros
- Charges de personnel : .....4.709.320 euros
- Dotations aux amortissements et provisions :.....2.508.812 euros
- Autres charges.....109.698 euros

L'exploitation a ainsi généré une perte de 648.910 euros.

Compte tenu de gains fianciers de 608.170 euros, d'un produit exceptionnel de 109.838 euros et d'un produit d'impôt sur les sociétés de 586.915 euros, le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 656.013 euros.

Les valeurs mobilières de placement sont composées 30.048 actions propres valorisées à 192.112 euros.

Vous trouverez ci-après en **Annexe 1** le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2.3. *Règles et méthodes comptables*

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les frais de développement sont activés dans le respect des critères prévus par le règlement CRC-2004-06.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.4. *Dividendes antérieurs*

Nous vous demanderons de prendre acte, en application des dispositions de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts) qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

2.5. *Délais de paiements*

Conformément aux termes de l'article L 441-6 -1 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous informons de la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

31-déc.-13	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe	1 490 035	1 761 393	39 217	68 222	
France	203 877	118 231	32 719	1 969	15 998
International hors Groupe	344 349	211 429	105 716	65 293	131 113
Total	2 038 262	2 091 053	177 653	135 484	147 111

31-déc.-14	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe	870 832	2 720 000			291 321
France	212 700	44 397	53 667	29 198	17 192
International hors Groupe	139 429	139 684	-10 555		107 863
Total	1 222 961	2 904 081	43 111	29 198	416 376

Hors facture en litige et opération intergroupe faisant l'objet de dispositions particulières, les délais de paiements moyens se situent entre 30 et 60 jours.

2.6. *Activité en matière de recherche et de développement*

Dalet SA a activé au cours de l'exercice 2014, les dépenses de développement de ses logiciels, dans la mesure où elles respectent les critères définis par le règlement 2004-06 du CRC.
Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année 2014 représentent 2.138.970 euros. La dotation à l'amortissement de l'exercice correspondant est de 2.027.075 euros. L'impact sur le résultat d'exploitation est de 111.895 euros.

2.7. *Dépenses non déductibles fiscalement*

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquiès du Code Général des Impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses visées aux articles 39-4 et 39-5 du même Code, non déductibles du résultat fiscal.

2.8. *Situation de la société, perspectives d'avenir*

En ce qui concerne la situation de la société et de ses perspectives d'avenir, nous nous référons à la première partie du présent rapport concernant la gestion du groupe.

2.9. *Affectation des résultats*

Nous vous proposons d'affecter le résultat net de l'exercice soit : **656.013 euros**

à la réserve légale pour ..... 32.801 **euros**

qui passerait ainsi à ..... 320.393 euros

et au report à nouveau pour .....623.212 euros

qui passerait ainsi à ..... 1.921.867 euros

2.10. *Conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce*

Votre conseil d'administration a donné toutes informations utiles aux Commissaires aux comptes afin de leur permettre d'établir leur rapport spécial sur les conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Il vous sera donné lecture de ce rapport.

Les principales conventions sont énumérées et détaillées dans le Rapport Spécial du Conseil à l'assemblée, sur les conventions réglementées, dont il vous sera donné lecture.

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver une à une les opérations visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce décrites dans lesdits rapports.

2.11. *Approbation des comptes, Quitus*

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés, de donner quitus à vos administrateurs pour leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

2.12. *Rapport sur les comptes annuels*

Il vous sera également donné lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice.

2.13. *Informations concernant le capital social*

2.13.1. Capital social au 31 décembre 2014

Au 31 décembre 2014, le capital social était de 7.187.360 euros, entièrement libéré, divisé en 3.593.680 actions d'une valeur nominale de 2,00 euros.

2.13.2. Informations concernant la détention par la société de ses propres actions

La société a procédé au cours de l'exercice à l'achat d'actions propres ISIN FR0011026749 dans le cadre des autorisations en cours.

Nombre de titres composant le capital au 1er janvier 2014 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2014	104 409
Titres achetés dans l'exercice :	35 639
Titres vendus dans l'exercice :	néant
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	110 000
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2014 :	30 048
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2014 :	3 593 680

A ce jour, la société n'a pas fait usage de produits dérivés, et n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés.

2.14. *Informations concernant les plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions ainsi que les bons de souscription d'actions en cours*

2.14.1. Plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions

Aux termes du plan d'attribution gratuite d'action en date du 22 mai 2012, chacun des mandataires sociaux bénéficiaires dudit plan devra conserver 10% des actions attribuées au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

2.14.2. Bons de souscription d'actions : néant

2.15. *Répartition du capital social et des droits de vote*

2.15.1. La répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2014 est la suivante :

	31-déc-13				31-déc-14			
Actionnaires	**Actions**		**Droits de vote**		**Actions**		**Droits de vote**	
Dirigeants								
Michaël Elhadad	154 834	4,31%	280 882	6,21%	165 834	4,61%	291 882	6,31%
Salomon Elhadad	47 144	1,31%	62 502	1,38%	58 144	1,62%	70 502	1,52%
David Lasry	154 194	4,29%	247 008	5,46%	165 204	4,60%	289 697	6,26%
Stéphane Guez	154 870	4,31%	278 061	6,15%	154 870	4,31%	309 740	6,70%
Stéphane Schlayen	22 238	0,62%	44 476	0,98%	33 238	0,92%	55 476	1,20%
Investisseurs								
Windcrest Partners Ltd	554 774	15,44%	976 817	21,59%	478 662	13,32%	907 366	19,61%
Hinsdale LCC (*)	129 000	3,59%	145 000	3,20%	129 000	3,59%	145 000	3,13%
Soje Fund LP (*)	609 888	16,97%	660 888	14,61%	609 888	16,97%	660 888	14,29%
Autres titres contrôlés par J. Pinto	121 974	3,39%	121 974	2,70%	121 974	3,39%	121 974	2,64%
Auto détention	104 409	2,91%	-		30 048	0,84%	-	0,00%
Divers nominatif	167 467	4,66%	334 189	7,39%	297 430	8,28%	424 143	9,17%
Public	1 372 888	38,20%	1 372 888	30,34%	1 349 388	37,55%	1 349 388	29,17%
Total	**3 593 680**	**100,00%**	**4 524 685**	**100,00%**	**3 593 680**	**100,00%**	**4 626 056**	**100,00%**

(*) Les fonds Hinsdale LLC et Soje LP sont gérés par M. John Pinto qui détient un pouvoir général statutaire donné par les actionnaires desdits fonds pour exercer les droits de vote au sein des assemblées des sociétés dont les titres sont détenus en portefeuille

2.15.2. Participation des salariés au capital de la Société

Notre société n'a mis en place aucun plan d'actionnariat au bénéfice des salariés. Les salariés actionnaires de la société ont régulièrement acquis leurs actions sur le marché. Il a toutefois été attribué des actions gratuites au cours de l'exercice à certains salariés. Selon les informations disponibles, les salariés du groupe détenaient 2,5% du capital au 31 décembre 2014.

2.15.3. Franchissement de seuil

Par courrier reçu le 7 novembre 2014, le groupe familial Gellert a déclaré avoir franchi en baisse, le 3 novembre 2014, indirectement, par l'intermédiaire des sociétés Windcrest Partners et Windcrest Partners II qu'il contrôle, les seuils de 20% des droits de vote et 15% du capital de la société DALET et détenir les actions et droits de vote répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Windcrest Partners	428 704	11,93	857 408	18,41
Windcrest Partners II, LP	49 958	1,39	49 958	1,07
Total famille Gellert	**478 662**	**13,32**	**907 366**	**19,49**

Ce franchissement de seuils résulte du retour à son propriétaire de 76 112 actions DALET détenues par la société Windcrest.

2.15.4. Informations relatives au capital autorisé mais non émis : point sur l'utilisation des autorisations globale ou individuelles consenties au conseil d'administration:

Conformément à l'article L.225-100 du code de commerce, vous trouverez en **Annexe 2** un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital. Ce tableau fait également apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

2.15.5. Évolution du cours du titre au cours de l'exercice écoulé

Nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice écoulé, le cours unitaire de l'action a oscillé entre 7,52 euros et 4,40 euros :

Mois	Max	Min	Volume mois
janv.-14	6,30	5,50	85 448
févr-14	6,18	5,60	44 230
mars-14	6,12	5,66	39 268
avr.-14	7,52	6,10	89 439
mai-14	7,38	6,85	35 880
juin-14	7,10	6,65	11 171
juil.-14	6,80	6,07	33 196
août-14	6,84	6,25	5 737
sept.-14	6,84	6,07	14 255
oct.-14	6,00	5,36	9 816
nov.-14	6,10	5,36	9 707
déc-14	5,70	5,23	6 779
janv.-15	5,80	5,02	7 643
févr-15	5,15	4,85	34 519
mars-15	5,12	4,40	40 569

2.16. *Direction Générale / Gouvernement d'entreprise*

Le conseil d'administration, dans sa séance du 26 juin 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général. En conséquence, il a maintenu M. David Lasry dans ses fonctions de Président Directeur Général.

2.16.1. Rémunérations attribuées aux mandataires sociaux

Jetons de présence versés en 2014

Des jetons de présence ont été accordés à Anna Mae Sokusky, administrateur indépendant, pour 8.000 USD.

Rémunérations et avantages, de toute nature, attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Les rémunérations indiquées sont des rémunérations brutes incluant les avantages en nature. Les rémunérations variables sont attribuées en fonction du respect des objectifs budgétaires du groupe.

Il est précisé que Monsieur Lasry bénéficie d'un régime d'assurance chômage spécifique aux mandataires sociaux (GSC auprès de GAN Assurances) pour lequel les avantages en nature correspondants lui sont réintégrés.

Nom et Fonctions du dirigeant mandataire social	**2013**	**2014**
David LASRY - PDG		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	*167 399*	*203 499*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
TOTAL	**167 399**	**203 499**
Rémunérations versées au cours de l'exercice	***168 799***	***198 399***
Stéphane GUEZ - DGD administrateur		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	*162 694*	*193 127*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
TOTAL	**162 694**	**193 127**
Rémunérations versées au cours de l'exercice	***160 216***	***192 182***
Salomon ELHADAD - administrateur		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	*208 619*	*244 445*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
TOTAL	**208 619**	**244 445**
Rémunérations versées au cours de l'exercice	***215 501***	***246 675***
Michael ELHADAD - administrateur		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	*202 297*	*242 798*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
TOTAL	**202 297**	**242 798**
Rémunérations versées au cours de l'exercice	***215 879***	***245 028***
Windcrest Partner - administrateur		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	*néant*	*néant*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
TOTAL	**0**	**0**
Rémunérations versées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
Anna Mae Sokusky - administrateur		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	*6 023*	*6 022*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
TOTAL	**6 023**	**6 022**
Rémunérations versées au cours de l'exercice	*6 023*	*9 033*
Stéphane SCHLAYEN - DGD non administrateur		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	*193 663*	*204 207*
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	*néant*	*néant*
TOTAL	**193 663**	**204 207**
Rémunérations versées au cours de l'exercice	***198 241***	***211 647***

Stock Options

Administrateurs	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. David Lasry	Néant	Néant	Néant
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	Néant
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	Néant
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	Néant
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Options de souscription d'action		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	Néant

Actions gratuites

Administrateurs	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. David Lasry	Néant	11.000	42.679
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	42.679
M. Salomon Elhadad	Néant	11.000	39.786
M. Michael Elhadad	Néant	11.000	39.786
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	néant	11.000	31.000 (1)

(1) 10.000 par décision du conseil d'administration du 11 septembre 2007 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006 ;
10.000 par décision du conseil d'administration du 18 juillet 2006 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006.
11.000 par décision, du conseil d'administration du 22 mai 2012 selon autorisation de l'AG du 28 juin 2011.

2.16.2. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
M. David LASRY 16, rue Escudier à Boulogne-Billancourt 92100 Président Directeur Général	- Néant
M. Stéphane GUEZ 12 rue de Fontenay 92230 SCEAUX Administrateur et Directeur Général Délégué	- Dalet Digital Media Systems USA Inc. « President »
M. Salomon ELHADAD 106, rue du Faubourg du Temple à Paris 75011 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd. : President
M. Michael ELHADAD 18 avenue Mozart Paris 75016 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : Directeur Recherche et Développement
Windcrest Partners 112 East 42Nd Street New York N6 10168 USA Administrateur	- ENNOV : Administrateur

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
Anna Mae Sokusky 56, Ridge Brook Drive Stamford CT USA 06903	- Néant

2.16.3. Fonctionnement des organes d'administration

Conformément aux statuts, le conseil d'administration a choisi de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.
Il est précisé que le conseil d'administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président Directeur Général en dehors de celles définies par la loi. Le Président est assisté de deux Directeurs Généraux Délégués, Messieurs GUEZ et SCHLAYEN, lui-même non administrateur.
Le conseil d'administration n'a pas jugé nécessaire au cours de l'exercice de se doter d'un règlement intérieur précisant ses règles de fonctionnement, ni de constituer de comité spécialisé.
Le domaine d'action du conseil d'administration a compris la validation de la stratégie et des orientations du groupe, les opérations significatives (investissements, restructurations, …) et le suivi de leur exécution ainsi que l'information importante fournie aux actionnaires et aux marchés financiers.

2.17. *Informations relatives à la façon dont la Société prend en compte les conséquences environnementales et sociales de son activité*

2.17.1. Conséquences environnementales

Les activités de Dalet SA ne mettant en jeu aucun processus de production ou de fabrication, elles ne peuvent constituer une agression de l'environnement naturel.

2.17.2. Conséquences sociales :

Effectifs

Personnel salarié	**2014**	**2013**
Cadres	39	47
Employés	7	2
Total	**46**	**49**

L'effectif moyen de 46 salariés tient compte des 3 salariés de notre établissement en Corée embauchés début octobre 2013.

Personnel mis à disposition de l'entreprise	2014	2013
Cadres	3.5	3.1
Employés	0.5	0.1
Total	**4.0**	**3.2**

Il n'est pas fait appel à des travailleurs intérimaires.

- **Formation professionnelle**

Au cours de l'exercice, 15.133 euros ont été consacrés à la formation professionnelle. Ces dépenses représentent 412 heures de formation. Les bénéficiaires ont été 6 salariés de l'entreprise.

- **Représentation du personnel** : la société ne possède pas de représentants du personnel ni de comité d'entreprise.

- **Emploi des travailleurs handicapés** : la société emploie une personne ayant une reconnaissance qualité de travailleur handicapé.

Concernant le groupe, l'effectif salarié moyen 2014 est de 295 personnes.

- **Organisation du temps de travail :**

Le temps de travail est globalement organisé du lundi au vendredi.
Compte tenu de l'activité de la société, une partie des salariés est amenée à intervenir directement sur les sites des clients. Ainsi, l'activité s'organise selon des plannings établis par services et en fonction des projets et des clients.
Sur certains projets, la société a été amenée à établir des plannings très spécifiques avec des astreintes le soir et le week-end. Ces aménagements ont fait l'objet de notes de services et ont été mis en place après accord des salariés participant.

- **Durée :**
  - **Salariés à temps plein :**

La moyenne hebdomadaire effective de temps de travail est de 35h00 et les salariés disposent d'un jour de RTT par mois.

  - **Salariés à temps partiel :**

La société n'emploie pas de salariés à temps partiel.

- **L'absentéisme et ses motifs :**

En 2014, la société a un taux d'absentéisme de 4,36% (voir Rapport RSE en annexe).

- **Rémunération des salariés et leur évolution :**

La majorité des salariés est cadre et les rémunérations sont largement supérieures aux minimas fixés par la Convention Collective.
La révision des rémunérations se fait le plus souvent en début d'année, lors d'un entretien individuel.

- **Intéressement :**

La société a mis en place un accord d'intéressement des salariés à ses bénéfices qui a permis, en 2014, le versement d'un intéressement global de 28.000 €.

- **Egalité professionnelle entre hommes et femmes :**

En 2014, l'effectif moyen était de 37 hommes et de 9 femmes.

- **Importance de la sous-traitance :**

La société a recours à la sous-traitance dans l'exécution des projets en appoint des ressources internes disponibles dans la société ou dans le Groupe.
Il est également fait appel à certaines compétences non présentes dans le Groupe sous forme de sous-traitance générale.

- **Impact territorial de la société en matière d'emploi et de développement régional :**

La société, basée à Levallois-Perret, emploie en grande majorité des salariés résidant en Ile de France.
De par leurs très faibles effectifs, les filiales étrangères de Dalet ont un impact négligeable sur le développement régional et les populations locales.

2.18. *Relations Dirigeants / actionnaires avec la société*

2.18.1. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale ou chez un client ou un fournisseur de l'émetteur

Voir paragraphe 2.16.1

2.18.2. Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction et de surveillance

Voir Rapport Spécial des commissaires aux comptes.

2.18.3. Prêts et garanties, accordés ou constitués en faveur des organes d'administration, de direction et de surveillance

Néant.

2.18.4. Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

Néant.

2.19. *Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE)*

Néant.

2.20. *Intégration dans le présent rapport des éléments requis par l'article l 225-100-3 du code de commerce et susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique*

Néant.

2.21. *Structure du capital de la société*

Voir table de capitalisation dans le présent rapport § 2.15.1.

2.22. *Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11*

Néant.

2.23. *Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12*

Néant.

2.24. *Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci*

Néant.

2.25. *Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier*

Néant.

2.26. *Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote*

Néant.

2.27. *Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société*

Les statuts de la société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société anonyme.

2.28. *Pouvoirs du conseil d'administration, liés en particulier à l'émission ou au rachat d'action*

Voir Annexe 2.

2.29. ***Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts***

Néant.

3. Proposition de renouvèlement ou d'autorisation de délégations au Conseil d'Administration

Nous vous renvoyons pour ces résolutions, qu'elles soient ordinaires ou extraordinaires au rapport spécial prévu à cet effet.

ooo ooo ooo

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toutes les explications complémentaires que vous pourriez désirer.

En cas d'accord de votre part, nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont présentées.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Annexe 1 : Tableau des 5 derniers exercices

	2010	2011	2012	2013	2014
Capital en fin d'exercice					
Capital social	7.058.946	7.058.944	7.130.474	7.187.360	7.187.360
Nombre d'actions ordinaires	17.647.364	3.529.472	3.565.237	3.593.680	3.593.680
Nombre maximum d'actions à créer : ▪ Par droit de souscription ▪ Par conversion d'obligations	 424.000 0	 122.000 0	 179.361 0	 39.591 0	 3.952 0
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires hors taxes	16.600.188	20.286.058	22.308.280	24.595.646	25.615.095
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1.456.183	1.995.048	1.956.537	1.928.614	1.286.349
Impôts sur les bénéfices	-515.589	-654.362	-667.941	-638.086	-586.915
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	3.065.380	542.734	423.139	401.133	656.013
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	+0.112	+0.751	+0.736	+0.714	+0.521
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	+0.174	+0.154	+0.119	+0.112	+0.183
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	39	41	48	51	46
Montant de la masse salariale	2.616.667	3.045.837	3.327.971	3.611.914	3.221.840
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. oeuvres sociales)	1.165.161	1.437.812	1.612.936	2.028.817	1.487.480

Annexe 2 : Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titre de capital et de créance en cours de validité et niveau de leur utilisation.

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions	30 juin 2014	30 août 2017	300.000 actions	Néant	300.000 actions
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec maintien du droit préférentiel de souscription	30 juin 2014	30 août 2016	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par offre au public	30 juin 2014	30 août 2016	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription et par placement privé	30 juin 2014	30 août 2016	20 % du capital social	Néant	20 % du capital social
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission de titres complémentaires dans le cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription	30 juin 2014	30 août 2016	15 % de l'émission initiale	Néant	15 % de l'émission initiale
Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10% du capital de la société en vu de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	30 juin 2014	30 août 2016	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
Autorisation donnée au conseil à l'effet de procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ou de son groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre	30 juin 2014	30 août 2017	5 % du capital social	Néant	5 % du capital social
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de créer toutes actions ou valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription, donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la société	30 juin 2014	31 décembre 2015	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie de ses propres actions	30 juin 2014	31 décembre 2015	10 % du capital social	Néant	10 % du capital social
Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise	30 juin 2014	30 août 2016	5.000.000 €	Néant	5.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
Autorisation au Conseil d'Administration d'utiliser les délégations d'augmentation et de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société	30 juin 2014		10 % du capital social	Néant	
Délégation de compétence donnée au conseil de l'effet d'augmenter le capital en faveur des salariés de la société ou des sociétés de son groupe, adhérant à un plan d'épargne d'entreprise	30 juin 2014	30 août 2016	10 % du capital social		
autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer gratuitement des actions de préférence aux membres du personnel salarié et/ou à certains mandataires sociaux	30 juin 2014	30 août 2017	5% du capital social	3.000 actions de type B	176.684 actions

Annexe 3 Tableau relatif à la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes

Effectué au titre de l'article 221-1-2 du
Règlement Général de L'Autorité des Marchés Financiers

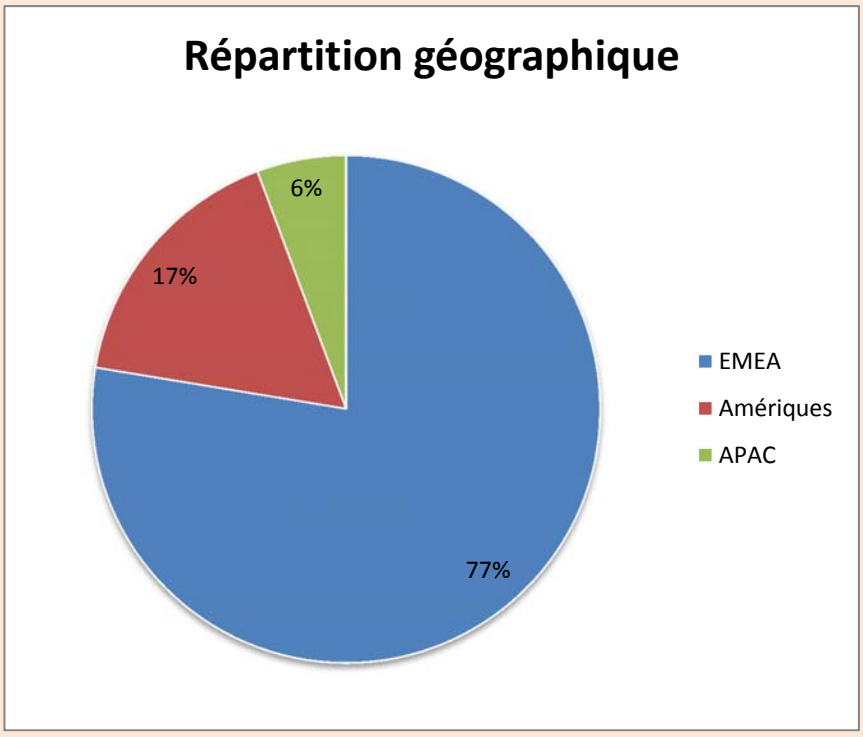
* * *

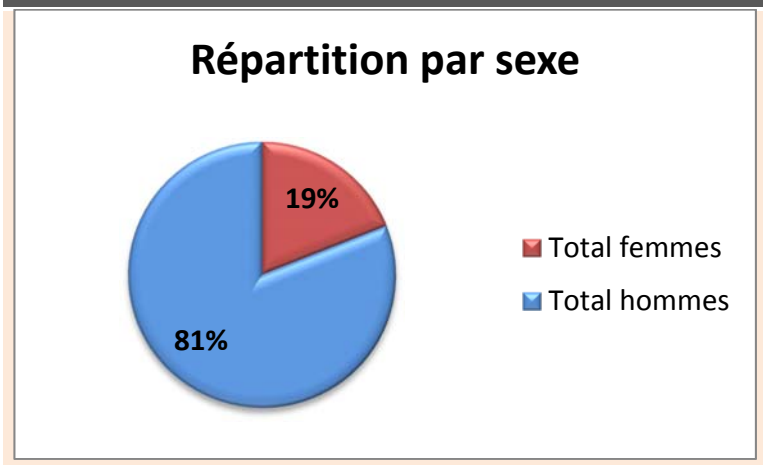
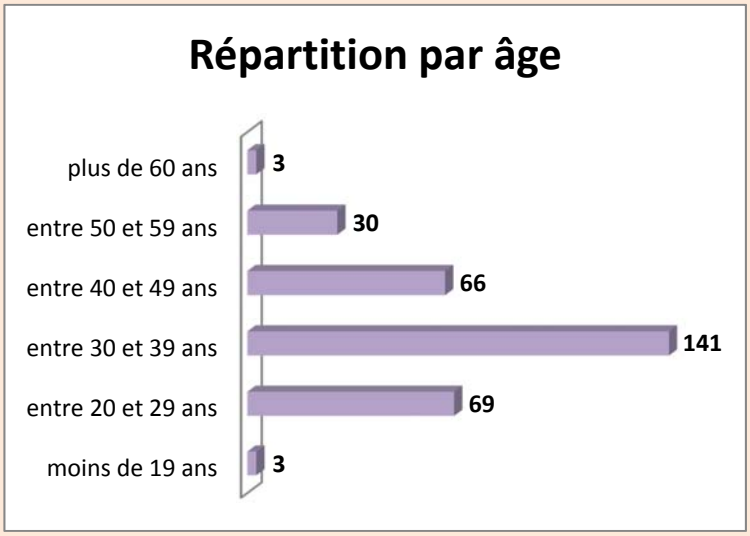
en milliers d'euros		**DELOITTE ET ASSOCIES**				**Thierry YOUNES**			
		2013		**2014**		**2013**		**2014**	
		KE	**%**	**KE**	**%**	**KE**	**%**	**KE**	**%**
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	55,0	78%	61,0	74%	40,0	100 %	44,0	100 %
	Filiales intégrées globalement	15,8	22%	21.6	26%	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	*néant*	-	*néant*	*100 %*
Sous total		*70,8*	*100%*	*82.6*	*100%*	*40,0*	*100%*	*44,0*	*100%*
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	20,0	-
	Filiales intégrées globalement	26,4	100%	27.1	100%	néant	-	néant	-
Sous total		*26,4*	*100%*	*27.1*	*100%*	*néant*	-	*20,0*	*100%*
Total		**97,2**	**100 %**	**109.7**	**100 %**	**40,0**	**100 %**	**64,0**	**100 %**

* * *

ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION :

Rapport social et environnemental

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
1. Informations sociales	
Emploi	
Effectif total et répartition des salariés par sexe, par âge et par zones géographique	Au 31/12/2014, le nombre de salariés équivalent temps plein dans le Groupe est de 305 personnes. Le nombre moyen de salariés équivalent temps plein en 2014 dans le Groupe est de 295 personnes, contre 242 en 2013. Voici la répartition des salariés présents au 31/12/2014 par sexe, par âge et par zone géographique (par tête) :  EMEA : Europe, Moyen Orient, Afrique, Russie Amériques : Canada, Etats-Unis et Amérique latine APAC : Asie Pacifique

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
	  *Pour cet indicateur, les données ne sont pas disponibles pour tous les salariés, le taux de réponse est de 98 %.*
Embauches et licenciements	En 2014, tous contrats confondus, le Groupe a enregistré 108 nouvelles entrées (signatures de contrats) et 57 terminaisons de contrats (contre 80 entrées et 57 sorties en 2013). Les mouvements intra-groupe sont également comptabilisés dans ces chiffres. Il n'y a pas eu de licenciements au sein de DALET SA en 2014.
Rémunérations et leur évolution	Le Groupe applique des évolutions de salaires individualisées. En 2014, la masse salariale a augmenté de 9,2 % par rapport à 8,9 % en 2013, à périmètre constant, c'est-à-dire hors acquisition AmberFin Ltd).

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Organisation du travail	
Organisation du temps de travail	Le temps de travail est organisé différemment dans les différentes structures au sein du Groupe DALET et chacune respecte les règles locales en vigueur. Au sein de Dalet SA, la durée effective du temps de travail hebdomadaire est de 35 heures. Les salariés disposent de 13 RTT par an. Certaines personnes sont amenées à travailler en horaires décalés ou à faire des astreintes le soir ou le week-end. Ces aménagements font l'objet d'une mention dans le contrat de travail (horaires décalés) et d'une note de service (pour les astreintes). Le calendrier des astreintes est organisé au mois le mois selon les disponibilités de chacun et est diffusé au sein de l'équipe Astreintes chaque début de mois. Dans notre Centre R&D, une semaine de travail comporte 5 jours travaillés avec 8,6 heures de travail par jour, soit une semaine de 43 heures. Les heures sont comptabilisées grâce à un système électronique et sont reportées sur les fiches de paie conformément à la loi en vigueur.
Absentéisme	Le Groupe DALET n'a jamais été confronté à un taux d'absentéisme important. En 2014, pour Dalet SA, ce taux est de 4.36 %. En 2013 il était de 2,16 %. Il a doublé en raison principalement d'un arrêt maladie très longue durée. Nous ne sommes pas en mesure de répondre pour le reste du monde.
Relations sociales	
Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci.	Le Groupe pratique un dialogue direct au sein des équipes localement et avec la Direction. Les salariés de DALET SA ont renoncé à la mise en place d'institutions représentatives du personnel. De nouvelles élections ont été organisées fin 2014 et ont abouti à la rédaction d'un nouveau PV de carence (en janvier 2015).
Bilan des accords collectifs	Au sein de DALET SA, les salariés bénéficient d'un accord d'intéressement renouvelé le 26 juin 2013 et d'un plan d'épargne inter-entreprises (PEI).
Santé et sécurité	
Conditions de santé et de sécurité au travail	Relevant d'un effectif global inférieur à celui prévu par la réglementation, DALET SA n'a pas constitué de comité d'hygiène et de sécurité. Le Groupe DALET respecte les dispositions du Code du travail applicables aux immeubles de bureaux. DALET SA a emménagé en 2010 dans l'immeuble de bureaux du 16-18, rue Rivay 92300 Levallois-Perret, entièrement réaménagé avec des espaces de travail confortables. Les filiales respectent les lois locales en vigueur.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Bilan accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	Il n'y a pas d'accord signés au sein du Groupe.
Accidents du travail, fréquence et gravité, ainsi que les maladies professionnelles	DALET SA et ses petites filiales n'ont pas été confrontées à des problèmes d'accident du travail ou de maladie professionnelle. L'un de nos salariés a eu un accident de trajet, qui n'a pas engendré d'arrêt de travail. Pour pallier des difficultés éventuelles de personnel en déplacement à l'étranger, une assurance rapatriement couvre les salariés de DALET SA et de ses petites filiales. Nous ne sommes pas en mesure de répondre pour le reste du monde.
Formation	
Politiques mises en œuvre en matière de formation	A chaque fois que c'est possible, les nouveaux salariés techniques du Groupe suivent une formation complète dans notre Centre R&D, en général d'une semaine. Une formation interne est faite par chaque scrum (équipe avec une méthode agile de travail dédiée à la gestion de projet) environ 3 ou 4 fois par an. La formation est ouverte à tous les salariés R&D et a lieu sur une période de deux semaines. Le département Documentation et Formation tient à jour un registre de présence de ces formations. Des formations internes produits ont lieu régulièrement et sont données par Webex par les directeurs de produits. Ces formations sont ouvertes aux salariés avant-vente, commerciaux et produits. Chaque session est ensuite postée sur le portail de la société pour permettre aux participants de continuer à l'utiliser.
Le nombre total d'heures de formation	Dans notre Centre R&D, plus d'une centaine d'heures a été dispensée, ce chiffre ne tenant pas compte des formations pour les nouveaux salariés.
Egalité de traitement	
Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	Le Groupe est particulièrement attentif au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes. A l'embauche, les salaires sont définis selon les formations suivies. Le pourcentage de candidatures reçues sur notre adresse générale est de l'ordre de 70% envoyées par des hommes et 30% par des femmes.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	Le Groupe emploie trois personnes ayant un handicap (aux Etats-Unis, en Italie et en France). De plus DALET SA fait appel de temps en temps à des prestations réalisées par un CAT (Centre d'Aide par le Travail), en début d'année par exemple avec un nettoyage approfondi des mobiliers (bureaux et armoires) de la société.
Politique de lutte contre les discriminations	Le Groupe n'a pas adopté de charte ou de code éthique général, mais il est attentif à ne pas se trouver en situation d'être impliqué dans des pratiques discriminantes. Spécifiquement pour les Etats-Unis, il existe un document « Equal opportunity, inappropriate behaviour, workplace harassment ». En France, notre « Règlement Intérieur » couvre les sujets de harcèlement sexuel et moral.
Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT relatives :	
Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	Le Groupe est attentif au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective.
A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	Le Groupe est attentif à écarter toute pratique qui donnerait lieu à une éventuelle discrimination en matière d'emploi et de profession.
A l'élimination du travail forcé ou obligatoire	Aucune démarche spécifique n'a été mise en place parce que le risque est très limité : le Groupe développe ses activités principalement dans les pays de l'OCDE où cette règlementation est respectée.
A l'abolition effective du travail des enfants	Aucune démarche spécifique n'a été mise en place parce que le risque est très limité : le Groupe développe ses activités principalement dans les pays de l'OCDE où cette règlementation est respectée.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
2. Informations environnementales	
Politique générale en matière environnementale	
Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation et de certification en matière d'environnement	Le Groupe DALET est très sensible aux questions environnementales. Dans le cadre de ses activités, de nombreux déplacements de collaborateurs sont nécessaires tout au long de l'année et le poste « déplacement » est un poste à coût très élevé pour le Groupe. Cependant, chaque fois que c'est possible, des conférences téléphoniques ou des conférences vidéo sont organisées. Skype est un outil utilisé quotidiennement dans l'entreprise. Du fait de son implantation internationale, l'essentiel des axes de progrès du Groupe concerne la limitation des déplacements. DALET utilise depuis peu les services d'une agence de voyage en ligne qui permet d'établir des statistiques en matière d'impact carbone. Notre Centre R&D a déménagé fin 2013 dans un bâtiment neuf « vert » répondant à la certification « Leed ».
Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement	Des affiches sensibilisent les salariés à la consommation de papier et de gobelets plastiques.
Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	Non applicable.
Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	Montant des provisions et garanties : néant.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Pollution et gestion des déchets	
Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	Non applicable : l'activité du groupe est une activité de service.
Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	Le Groupe est sensible à la question du recyclage et selon les filiales a mis en place une politique concernant : - Le matériel informatique/électronique : un contrat avec la société CONIBI permet le ramassage d'un carton de collecte de tous ces matériels en fin de vie (DALET SA) ; - Les cartouches d'encre : ramassées également par la société CONIBI (DALET SA) ou collectées par la société de leasing (DALET Italia) - Le papier/carton : par l'installation d'une poubelle adéquate à côté de l'imprimante principale, collectée par la ville (DALET SA et DDMS Inc.) En France, la société CONIBI affiche une véritable politique responsable vis-à-vis de l'environnement. Elle recycle, récupère et revalorise les matières premières des matériels collectés.
Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	Non applicable.
Utilisation durable des ressources	
Consommation d'eau et approvisionnement en eau fonction des contraintes locales	L'eau consommée concerne uniquement des activités de bureau. Cette consommation n'est donc pas significative et les données ne sont pas disponibles cette année.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	Les principales implantations du Groupe sont équipées d'imprimantes/scanners performantes et permettent de scanner une majorité de documents et de les archiver de façon électronique. Cela nous permet donc une économie de papier.
Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	La société équipe la plupart de ses collaborateurs avec des ordinateurs portables, moins consommateurs d'énergie que les stations. Pour Dalet SA, l'énergie consommée est l'électricité, qui représente la consommation de nos bureaux. Sur 2014, la consommation de DALET SA a été de 86 838 kWh contre 92 657 kWh l'année précédente.
Utilisation des sols	Non applicable
Changement climatique	
Rejets de gaz à effet de serre	En France, pour DALET SA, les émissions de GES liées à la consommation d'électricité de 2014 s'élèvent à 4.168 T éq.CO2, contre 4.447 T éq.CO2 en 2013.
Adaptation aux conséquences du changement climatique	Le Groupe ne possède que des bureaux en centre-ville et se trouve donc peu exposé aux conséquences du réchauffement climatique.
Protection de la biodiversité	
Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	Non applicable.
3. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable	
Impact territorial, économique et social de l'activité de la société	
En matière d'emploi et de développement régional Sur les populations riveraines ou locales	La mobilité intra-groupe est importante mais la société s'efforce également de recruter des salariés localement, comme c'est aujourd'hui le cas en Australie, en Inde ou en Corée par exemple.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines	
Conditions de dialogue avec ces personnes ou organisations	Le Groupe est attentif et à l'écoute de ses clients. Par exemple, un « Executive Breakfast » est organisé deux fois par an, lors des Salons NAB et IBC et permet échanges et dialogues. Pour son activité à l'export, le Groupe fait très souvent appel à des VIE (Volontaire International en Entreprise) et travaille en étroite collaboration avec BusinessFrance. En 2014, le Groupe a pu compter sur la collaboration de 26 VIE.
Actions de partenariat ou de mécénat	En 2014, le Centre R&D a signé un contrat avec une société de recyclage de matériel électronique qui a également pour objectif de construire une usine spécialement adaptée aux personnes handicapées. Par ce biais, la société contribue donc à des actions à la fois sociales et environnementales.
Sous-traitance et fournisseurs	
Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	Nous n'avons pas mis en place de critères sociaux ou environnementaux dans notre politique achats globalement. Cependant, le papier commandé par DALET SA et utilisé dans nos imprimantes possède différent labels comme TCF (Totally Chlorine Free), Nordic Ecolabel, EU Ecolabel et FSC.
Importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	La sous-traitance dans le Groupe concerne principalement des services d'ingénieurs. Il s'agit donc de personnes qui travaillent pour Dalet sur des missions précises en termes de territoire ou de durée. Par conséquent, l'impact environnemental est très limité.
Loyauté des pratiques	
Actions engagées pour prévenir la corruption	De façon générale, les petites filiales possèdent des délégations restreintes ne leur permettant pas de prendre d'engagement au nom du Groupe. Par exemple, tous les gros contrats sont signés par la Direction Générale du Groupe. De ce fait le contrôle interne est centralisé au niveau de la Direction Générale du Groupe. Il ne nous est pas remonté de problème touchant à des faits de corruption.
Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	Une réflexion a été menée en 2014 sur la sécurité des données et elle aboutira vraisemblablement à la signature par chaque salarié d'un document le responsabilisant sur cette question.

Nature information Grenelle 2	Informations quantitatives et/ou qualitatives
Autres actions engagées en faveur des Droits de l'Homme	
Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	Le Groupe n'a pas engagé d'autre action dans ce domaine.

Note méthodologique

Périmètre de reporting

Le périmètre de reporting varie selon les indicateurs. Le Groupe représente le périmètre le plus large, il inclut toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation.
« Dalet SA et ses petites filiales » regroupe les sociétés et bureau suivants dont l'administration est centralisée chez Dalet SA:

- La maison mère Dalet SA
- Dalet Ltd
- Dalet Sistemas Espana S.A.
- Dalet Australia PTY Ltd
- Dalet Systems Asia Pte Ltd
- Dalet Moscova
- Dalet Korea
- Dalet GmbH

Les filiales suivantes, plus importantes en taille, possèdent une gestion administrative autonome :

- Dalet Italy
- DDMS Inc.
- Gefen Technology
- AmberFin Ltd.

Le Groupe comprend Dalet SA et ses petites filiales, ainsi que Dalet Italy, DDMS Inc. Gefen Technology, et AmberFin Ltd.

Comptabilisation des effectifs
Ont été comptabilisés tous les personnels répondant aux critères de salariés du Groupe, c'est-à-dire les titulaires d'un contrat de travail (CDD ou CDI) avec le Groupe au sens du droit local applicable.
Les effectifs sont comptabilisés selon deux mesures :

- FTE (full time equivalent = équivalent temps plein) : récence le temps de travail effectif des personnels ayant un contrat de travail en vigueur entre le 01/01/2014 et le 31/12/2014. Un prorata est appliqué pour les salariés à temps partiel, pour lesquels le contrat est suspendu ou qui ne sont pas en travail effectif (dans la pratique, principalement les congés maternité),
- Le décompte par « tête » : récence les personnels ayant un contrat de travail en vigueur à une date donnée sans tenir compte du temps de travail.

Le passage d'un CDD en CDI dans la même société ne compte pas comme une entrée et une sortie.

Les VIE ne sont pas titulaires d'un contrat de travail, ils sont recensés mais ne font pas partie des effectifs salariés.

Les Stagiaires sont titulaires d'une convention de stage tripartite (le stagiaire, la société et l'école). Ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs salariés.

Les Sous–traitants sont des personnels pour lesquels le contrat précise la nature de « sous traitant » et exclut la conclusion d'un contrat de travail. Ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs salariés.

Les répartitions hommes/femmes, par âge et par localisations géographiques ont été faites sur cette base.

Le calcul des entrées/sorties a été fait en prenant en compte les contrats CDD et CDI.

Taux d'absentéisme : pour l'absentéisme sont comptés les jours maladie, les jours de congés exceptionnels (pour évènements exceptionnels tels que mariage, paternité, décès, etc.) et les congés sans solde. Le calcul est fait en rapportant le nombre de jours maladie au nombre de jours ouvrés où les salariés peuvent travailler et ne sont pas en congés.
Consommation d'énergie : les consommations d'électricité rapportées concernent la période Décembre 2013 à Octobre 2014 pour Dalet SA, et ont été extrapolées sur 12 mois.

Variation de périmètre

Une variation de périmètre importante est intervenue en 2014 avec l'acquisition de la société AmberFin Ltd et sa trentaine de salariés.

Période de reporting

L'ensemble des informations fournies dans le reporting RSE du Groupe couvre une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2014 (à l'exception de la consommation d'énergie et des émissions de GES liées qui sont sur une année glissante).
Les informations 2013, lorsque disponibles, sont fournies afin de permettre une comparabilité des données.

Vérification par un organisme tiers indépendant

La présence et la fiabilité des informations requises par l'article R225-105-1 du Code de Commerce ont été vérifiées par le Commissaire aux Comptes mandaté par la société, le cabinet Grant Thornton. Son attestation et son avis sont joints au présent rapport, en annexe du Rapport Financier. Ils détaillent les travaux réalisés par le Commissaire aux Comptes ainsi que ses observations et conclusions.

Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Dalet

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable désigné organisme tiers indépendant de la société Dalet, accrédité par le COFRAC sous le numéro n° 3-1080[1], nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2014 présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code du commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément au référentiel de reporting RSE utilisé par la société, (ci-après le « Référentiel ») dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires et le code de déontologie de la profession inséré dans le décret du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité en conformité avec la norme professionnelle de maîtrise de la qualité qui régit notre profession.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 4 personnes en avril 2015 pour une durée d'environ une semaine. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

[1] Portée disponible sur le site www.cofrac.fr

1. Attestation de présence des Informations RSE

En conformité avec la norme professionnelle applicable aux attestations particulières et avec l'Arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission, nous avons effectué les travaux suivants :

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée dans le rapport social et environnemental, en annexe du rapport de gestion.

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

En conformité avec la norme professionnelle applicable aux attestations particulières, avec l'Arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et avec la norme « International Standard on Assurance Engagements » ISAE 3000, nous avons effectué les travaux suivants :

Nous avons mené un entretien avec la personne responsable de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes[2] :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées3 en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et pour identifier d'éventuelles omissions et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 52% des effectifs en équivalent temps plein et 100% des informations quantitatives environnementales.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris, le 28 avril 2015

L'organisme tiers indépendant

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Natascha Vignaux
Associée

[2] Indicateurs quantitatifs : Effectifs et répartition par âge, sexe et zone géographique ; embauches ; départs ; accidents du travail, fréquence et gravité et maladies professionnelles ; consommation d'énergie ; rejets de gaz à effet de serre
Informations qualitatives relatives aux politiques mises en œuvre en matière de formation ; à la politique de lutte contre les discriminations ; à la certification LEED d'un bâtiment
[3] Dalet S.A. et Gefen Ltd